

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 41 -- 1^{er} juin 2004

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**UNE ARMÉE DE DÉBILES QUI ASSOUVISSENT LEURS FANTASMES SEXUELS
SUR LES PRISONNIERS IRAKIENS
CES CONS SONT CRUELS ET SADIQUES
ILS SONT DANGEREUX ET ENRAGÉS
IL FAUT LES ABATTRE COMME DES CHIENS**

GEORGE W. BUSH'S NEW GULAG ARCHIPELAGO

LIBÉREZ ZACCARIA MOUSSAOUI

ABU GHREIB: THE SIX MORONS WHO LOST THE WAR

LA ZÉMOR EST UNE SIONISTE. POINT BARRE.

RÉVISONS LE SIONISME JUSQU'À L'OS

Ce numéro de la *Gazette* a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Nicholas Turse, Barbara Opall-Rome, Nathan Weinstock, Marcel Péju, Seymour Hersch, Fausto Giudice, Xavière Jardez, Sidney Blumenthal, Pepe Escobar, Nick Welsh, Ginette Hess-Skandrani, et de beaucoup d'autres...

"I spent two years in Vietnam, and I've seen this movie before," Retired Marine Gen. **Anthony Zinni** said. (16 Apr. 2004)

"**Le sionisme** est à l'origine des actions terroristes dans le Royaume (...). J'en suis sûr à 95%", a affirmé le prince héritier d'Arabie Saoudite, **Abdallah Ibn Abdel-Aziz**. Alors faudrait savoir...

<http://www.proche-orient.info/xww_fiche.php3?id_article=384>

"Je considère que tout juif de la diaspora et de France doit apporter son aide à Israël, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les juifs prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à

travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël". **Dominique Strauss-Kahn**, interviewé par le policier de service Stéphane Paoli, sur France Inter, 13 mai 2004. On espère que DSK sera pendu haut et court au prochain jugement de Nuremberg qui condamnera les génocidaires et leurs complices...

La politique des liquidations ciblées est l'expression de la vitalité du peuple juif "**Shaoul Mofaz**, ministre de la défense israélien, *YediotAharonot*, *Courrier International* n°703.

Ceradyne, a leading manufacturer of body armor for the troops in Iraqs, reported a more than 90% increase in earnings over the the same quarter previous year and said that it expected that same level of growth through the end of 2006 based upon information given it by the Pentagon.

En France, on a beau être journaliste ou cinéaste confirmé, si l'on est juif, on est disqualifié pour parler de l'antisémitisme. Eli Chouraqui, pauvre malheureux. <Proche-Orient.merinfo>

SOMMAIRE

édito, L'amérique et sa gestapo

ANNEXES EN ILLUSTRATION DE L'ÉDITO

The Painful Lessons of Abu Ghraib

The Doctrine of Atrocity, by **Nicholas Turse**

Le raid de Naplouse, exemple type de la nouvelle doctrine militaire israélienne en milieu urbain, par **Barbara Opall-Rome**

Toujours cet humanisme juif

Un marxiste retourné comme peau de lapin

Sorciers juifs

Du terrorisme juif, par **Marcel Péju**

LA SÉCURITÉ DES GÉNOCIDAIRES

Torture at Abu Ghraib, by **Seymour M. Hersh**

LES ROSBIFS SONT SAIGNANTS

Guantanamo, un défi mondial, un enjeu planétaire,

par **Fausto Giudice**

Qui sont les résistants en Iraq, **Xavière Jardez**

America's military coup, **Sidney Blumenthal**

The al-Zawahiri fiasco, By **Pepe Escobar**

Petits doutes

Remise à neuf

Thinking Unthinkable Thoughts, by **Nick Welsh**

FAA Destroyed Sept. 11 Air-Traffic-Control Tapes

Un petit rigoulot

Un premier mai comme celui de l'année dernière, **Ginette Hess-Skandrani**

L'ancien commandant de l'Otan parle du Kosovo: "Nous avons bombardé le mauvais côté

Dans la soupe

NN (Notules du Net)

édito

L'amérique et sa gestapo

On ne voit pas très bien qui pourrait être surpris ou étonné par les photographies qui circulent. Certes, les photos ont besoin d'être "révélées" avant de révéler elles-mêmes leur contenu. Mais enfin, tout le monde le savait, ou aurait dû le savoir. Dès les premiers moments, les gens qui avaient été arrêtés par les militaires américains, et qui en étaient sortis, se sont plaints des mauvais traitements. Dès le début, les organisations qui s'occupent des "droits de l'homme" ont porté des critiques. Dès le début, Guantanamo, est apparu comme une monstruosité "off shore". Dès le début, les Américains ont été impliqués jusqu'au cou dans les énormes massacres de prisonniers taliban commis par les seigneurs de guerre en Afghanistan, quémandeurs des sacro-saints dollars et organisateurs du commerce de l'héroïne. Nous avons, ici même, dénoncé dès la première minute, les massacres délibérés de civils.

Car enfin, il y a des traditions. Laissons de côté, pour un moment, les opérations de guerre et les innombrables violations des Conventions de Genève en matière de crimes de guerre, après avoir seulement rappelé que les États-Unis sont le seul pays du monde à exiger des autres États qu'ils reconnaissent le droit des armées américaines de s'affranchir du droit international et celui de ne pas faire traduire ses criminels de guerre devant des juridictions internationale.

Rappelons la grande guerre civile, que nous appelons la Guerre de Sécession. La façon dont les Nordistes ont traité leurs prisonniers sudistes, dans le grand camp d'Andersonville, et ailleurs, est une honte indélébile sur l'histoire des USA, nul ne peut le contester. On a fait littéralement crever des dizaines de milliers de prisonniers en leur infligeant des tortures et des traitements propres à les exterminer. Quant ensuite, les militaires américains débarquèrent aux Philippines, en 1898, ils employèrent la terreur pour s'imposer. Tortures, massacres, incendie des villages, toute la panoplie était là, sauf les bombardements aériens. 250.000 morts plus tard, le calme régnait.

Quand les forces américaines débarquèrent dans les Caraïbes, pour prendre, comme aux Philippines, la place de l'Espagne, à Cuba mais aussi à Haïti, ils s'imposèrent par la terreur et le massacre généralisé. Notons qu'il ne s'agit pas ici d'opérations de guerre, mais seulement d'imposer une dictature étrangère à une population civile qui n'en veut pas. N'entrons pas dans les détails de la répression, il y faudrait des volumes. Ils existent dans les bibliothèques, allez-y voir, c'est édifiant.

L'intervention américaine dans la première guerre mondiale fut brève et les soldats reprirent bientôt les bateaux pour rentrer. En revanche, la seconde guerre mondiale a donné lieu à de vastes systèmes d'occupation qui durent encore et limitent sérieusement l'indépendance des États ainsi occupés: Grande Bretagne, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Turquie, Allemagne, Benelux... Le crime le plus massif et le plus monstrueux fut l'abolition, par le Général, commandant-en-chef Eisenhower, du statut de prisonniers de guerre qui devait s'appliquer aux prisonniers de guerre allemands, qui étaient plusieurs millions au moment de l'effondrement de l'Allemagne en mai 1945. Eisenhower signa une simple circulaire disant que ces prisonniers étaient, non pas des prisonniers de guerre couverts par les conventions de Genève, mais des "forces ennemies désarmées" (disarmed enemy forces) qui n'avaient en fait der statut que d'attendre le bon vouloir de leurs geôliers (10 mars 1945). Grâce à ce tout de passe-passe, on a pu faire crever les prisonniers dans des conditions ignobles de famine et de mauvais traitement, par centaines de milliers. Certains parlent de millions. Voir James Baque, *Other Losses*, trad. en fr. : *Morts pour raisons diverses*.]

Les Etats-Unis n'ont pas de tradition militaire à proprement parler, sauf dans le petit monde des officiers sudistes, qui a surmonté la honte de la défaite dans la guerre de Sécession. Ce sont donc les valeurs civiles qui dominent dans le corps militaire: la morale du cow-boy, l'usage indiscriminé des armes à feu, la valeur très relative de la discipline militaire, toujours tempérée par la peur des officiers de se faire "fraguer", c'est à dire de se faire balancer une grenade la nuit, sous le lit...

Vint ensuite la guerre de Corée. Quand les armes se turent, en 1953, il ne restait pas un édifice debout dans toute la partie nord du pays. Les Nord-Coréen sont compilé des masses d'histoires de massacre commis par les Américains mais la guerre froide interdisait à la presse "libre" de les reproduire.

Ensuite vint la guerre du Viêt-Nam (1965-1975). La presse, qui pouvait circuler à peu près partout sur le champ de bataille, n'a pas poussé la curiosité trop loin, trop contente de retransmettre les "briefings" des officiers chargés de l'intoxiquer. Néanmoins, grâce aux efforts de quelques pacifistes américains, on finit par savoir ce qui se passait dans les innombrables camps de prisonniers et dans les prisons du Sud Viêt-Nam. L'existence des bagnes de Poulo Condor et de Phu Quôc, des îles au large des côtes, fut ainsi révélée. Là, les Américains ne torturaient pas eux-mêmes. Ils avaient recruté et formé des tortionnaires vietnamiens qui "travaillaient" les prisonniers au bec de gaz et à la gégène, sous la direction des "conseillers" américains. Un système de tortures sur une très vaste échelle a ainsi été installé. Nous en avons de témoignages indiscutables, recueillis par des commissions de tous natures. Ce n'est sans doute pas ce qu'on enseigne aujourd'hui sur cette guerre, dans les écoles américaines, mais le fait est là, patent, massif: l'armée américaine a recours en permanence à la pratique de la torture généralisée. Tous les baratins officiels sur les droits de l'homme, la venue de la démocratie et autres colifichets ridicules peuvent être mis à la poubelle. C'est le mensonge officiel, le blabla pour le citoyen américain, sous-développé, quasi inculte, qui ne croit qu'à une chose, la grandeur et l'infaillibilité de son régime politique. Le reste du monde sait que les Américains, pris corporativement, sont une bande de brutes très dangereuse qui règne par la force et le dollar corrompue.

Le meilleur exemple, dans ce domaine, de la duplicité des Américains est leur soutien inconditionnel aux tortionnaires israéliens. L'Etat d'Israël, produit de la rapine et du meurtre, ne survit que par le moyen de l'emploi massif de la torture, psychologique et physique, appliquée aux autochtones qui refusent le fait de l'occupation de leur pays. Ces pratiques d'un sadisme développé sont entérinées par le Parlement et les lois. Certains commentateurs ont vu, sans doute avec raison, l'influence des Israéliens dans le développement en Iraq de pratiques terroristes de l'armée américaine. Pourtant, l'exemple israélien devrait plutôt montrer les limites et l'échec fondamental de ces pratiques immondes. La survie d'Israël, au prix de cette perte totale, n'est pas même assurée et on peut dire, tout au contraire, que cette dégénérescence rapproche à grand pas la fin de cette entreprise de colonisation absurde. Les Américains découvrent maintenant le sens de la leçon: les petits bénéficiaires mesquins de cet usage généralisé de la torture ont un prix politique énorme: ils aliènent la quasi totalité de la petite minorité qui avait vu arriver les chars yankees d'un bon œil. Ils croyaient pouvoir en profiter pour régler de vieux comptes avec d'autres éléments de la société. Ils se sont vite retrouvés, eux ou leurs fils, derrière les barbelés du camp Cooper, à l'aéroport, sans raison valable et traités exactement comme l'armée française traitait les "bougnoles" pendant la guerre d'Algérie. C'est d'abord dans les camps de concentration et dans les prisons que se forge l'unité combattante de tous ceux qui refusent de toutes leurs tripes cette occupation obscène, voleuse, massacrante et menteuse.

Nous l'avons dit ici dès avant le début de la guerre: les Américains vont faire la guerre en Iraq et la perdre. Une telle affirmation pouvait choquer ceux qui révèrent la force immense des armes made in USA. Mais c'est parce qu'ils ignorent la nature politique de la guerre, ignorance partagée par la petite bande débile qui dirige la politique de Washington autour du débile n° 1, George Dubya, dit aussi "43" car il est le quarante-troisième président. On a bien vu cette nature politique s'imposer dans l'affaire de Fallouja. Cette ville a résisté dès le deuxième jour de l'occupation. Quelqu'un avait jeté sa savate sur une petite bande d'occupants, ivres de trouille, qui ont répliqué en tirant dans la foule. C'était le début de l'engrenage. Un an après, les jeunes de la ville, équipés d'armes légères ont mené la vie dure aux Marines, au prix de pertes énormes. Mais la société locale était prête à subir des pertes encore plus importantes pour tuer et repousser les Marines. Trois fois dans l'année, les occupants ont changé leur dispositif militaire, remplacé les unités engagées, en vain. La seule solution est celle qu'on avait appliquée à Ben Tré au Viêt-Nam: comme l'ont dit les chefs militaires américains, "il a fallu détruire la ville pour la sauver"... Le prix politique de la destruction de Fallouja, sous les yeux de la communauté internationale, était trop élevé. Les malheureux occupants ont dû se résoudre à une défaite qui est un tournant dans cette aventure vouée à l'échec. Il ont dû négocier une solution qui consiste à restaurer le régime ba'athiste précédent et donc à reconnaître leur totale impuissance politique.

Le reste de la guerre découlera de cette reconnaissance par les envahisseurs qu'ils ne peuvent rien proposer aux Irakiens. Leur seule programme sera maintenant de chercher la sortie.

Les sacrifices consentis par la population sont énormes. Les souffrances sont partout, mais la victoire est un formidable signe d'espoir pour tous les autres Irakiens, qui

l'ont bien comprise comme telle. Il est temps, après avoir suivi son exemple dans l'organisation de la guérilla, de la décentralisation et de la coordination des initiatives locales, de suivre la dernière recommandation du combattant Hô Chi Minh: préparer le tapis rouge à l'ennemi pour qu'il puisse s'en aller le plus vite possible. C'est l'heure de préparer le tapis rouge.

14 mai 2004.

ANNEXES EN ILLUSTRATION DE L'ÉDITO:

hyperventilation

Soon after 9/11, as the war on terror got under way, Donald Rumsfeld repeatedly made public his disdain for the Geneva conventions. Complaints about America's treatment of prisoners, Rumsfeld said in early 2002, amounted to "isolated pockets of international hyperventilation." Seymour Hersch *New Yorker*,

<http://www.newyorker.com/fact/content/?040517fa_fact2>

Fallujah: . Militarily, the United States has no desire to engage in urban combat. Casualties among U.S. troops would have been high, and the forces doing the fighting would have been exhausted. At a time of substantial troop shortages, the level of effort needed to pacify Al Fallujah would have represented a substantial burden. The guerrillas had posed a politico-military problem that could not readily be solved unilaterally.

Les Etats-Unis avaient l'intention d'occuper l'Irak et de passer à d'autres campagnes militaires – mais des échecs dans la planification, la sous-estimation de l'ennemi et des erreurs de commandement ont fait de la victoire stratégique américaine un véritable cauchemar. Ce cauchemar tactique menace aujourd'hui de saper non seulement le théâtre irakien des opérations, mais aussi la capacité offensive américaine dans son ensemble. Il menace de renverser toute une série de défaites d'Al-Qâ'ida, en les transformant en autant de victoires. Dût la tendance actuelle se poursuivre, la situation tactique rendrait inopérante la stratégie américaine en Irak, et l'effondrement de la stratégie américaine en Irak risquerait d'entraîner l'effilochement de la stratégie globale des Etats-Unis contre Al-Qa'ida et les islamistes. La question posée est donc celle de savoir si les Etats-Unis auront l'honnêteté de reconnaître le fait qu'il y a bien crise, l'imagination nécessaire pour inventer une solution aux problèmes posés en Irak, et s'ils seront assez vernis pour que l'ennemi leur laisse le temps suffisant pour se ressaisir ?

The Stratfor Weekly, 11 May 2004

<<http://www.stratfor.com>>

Excellente et lucide revue d'analyses stratégiques, du point de vue américain. Leur seul tort, mais fondamental, est de croire que Al Qaida existe. C'est un figment de l'imagination des Amères Loques et c'est ce qui précipitera leur défaite: ils ne connaissent pas leur ennemi. C'est la plus grande faute imaginable ! Parmi les conséquences possible d'une défaite américaine, inscrite sur le mur, il peut y avoir l'éclatement de l'Etat fédéral. Utinam! Plaise au ciel ! Magari !

LA LAME ET LA TAULE

The Painful Lessons of Abu Ghraib

The Doctrine of Atrocity

U.S. against "them"—a tradition of institutionalized brutality

by **Nicholas Turse**

"Kill one man, terrorize a thousand," reads a sign on the wall of the U.S. Marines' sniper school at Camp Pendleton in California. While the marines work their mayhem with M-40A3 bolt-action sniper rifles, most recently in Fallujah, a different kind of terror has been doled out in Iraq by the U.S. Army at Abu Ghraib prison, where, according to an army probe first reported by Seymour Hersh of *The New Yorker*, "sadistic, blatant, and wanton criminal abuses" were the order of the day between October and December of 2003. One of the

many questions arising from the Abu Ghraib scandal is how widespread is the brutality and inhumane treatment of Iraqis.

Just last month, the *Toledo Blade* won a Pulitzer Prize for exposing a series of brutal war crimes committed by American troops during the Vietnam War. It took more than 35 years for the horrors committed by a "Tiger Force" unit to be fully exposed, but the *Blade* got more ink in the national press and TV for winning the Pulitzer than the stories themselves got when they were published last fall. The paper detailed the army's four-and-a-half-year investigation, starting in 1971, of a seven-month string of atrocities by an elite, volunteer, 45-man Tiger Force unit of the U.S. Army's 101st Airborne Division that included the alleged torture of prisoners, rapes of civilian women, mutilations of bodies, and the killing of anywhere from nine to well over 100 unarmed civilians. The army's inquiry concluded that 18 U.S. soldiers committed crimes including murder and assault. However, not one of the soldiers, even those still on active duty at the time of the investigation, was ever court-martialed. Moreover, as the paper noted, six soldiers were allowed to resign from military service during the criminal investigations specifically to avoid prosecution. The secretary of defense at the time that decision was made, in the mid '70s, was Donald Rumsfeld.

But even the *Blade's* powerful stories didn't put the Tiger Force atrocities in context; the paper portrayed them largely as an isolated killing spree carried out by rogue troops. The Tiger Force atrocities were not the mere result of rogue G.I.'s but instead stem from what historian Christian Appy has termed a "doctrine of atrocity"—an institutionalized brutality built upon official U.S. dicta relating to body counts, free-fire zones, search-and-destroy tactics, and strategies of attrition, as well as unofficial tenets such as "shoot anything that moves," intoned during the Tiger Force atrocities and in countless other tales of brutality.

While the U.S. military has never been alone in the commission of atrocities, in Iraq or elsewhere, the illegal acts of others serve as no excuse for an American disregard for the laws of war. We are only now, more than three decades after the fact, beginning to grasp the true scope of American war crimes in Vietnam. Will it take us that long to know to what extent the doctrine of atrocity is being applied in Iraq?

In Vietnam, the doctrine of atrocity was built not only on official U.S. policies but also on such macabre principles as the "mere gook rule," which cast all Vietnamese as subhuman, and its attendant dictum: "If it's dead and Vietnamese, it's VC." [VC = Việtcong] These standard operating procedures led to many acts of mistreatment and killing of noncombatants by U.S. troops that, while illegal under the laws of war, were tacitly encouraged, unofficially condoned, and rarely punished in a severe manner.

Appy, a former Harvard and MIT professor most recently known for his 2003 book, *Patriots: The Vietnam War Remembered From All Sides*, explained the "doctrine" in his 1993 history of American combat troops in Vietnam, *Working-Class War*. "American military policy," he wrote, "did not ... make atrocities by individual soldiers inevitable, but it certainly made it inevitable that American forces as a whole would kill many civilians." Thus, a history of brutal behavior, official and unofficial doctrines that encourage a patent disregard for human life and well-being, as well as a persistent failure to publicly recognize prior misdeeds and effectively deal with them has fostered an environment of tacit approval of atrocities in the military.

The *Toledo Blade* articles, some of the best reporting on a Vietnam War crime during or since that war, tell only a small part of the story. As a historian writing a dissertation at Columbia University on U.S. war crimes and atrocities during the Vietnam War, I have been immersed in just the sort of archival materials the *Blade* used to flesh out one series of incidents. My research into U.S. military records has revealed that there were hundreds, if not thousands, of analogous violations of the laws of war.

The *Blade* said the Tiger Force's seven months of brutality was "the longest series of atrocities in the Vietnam War." Unfortunately, this was not true. According to formerly classified army documents, for instance, a military investigation disclosed that from at least March 1968 through October 1969, "Vietnamese [civilian] detainees were subjected to maltreatment" by no fewer than 21 separate interrogators of the 172nd Military Intelligence Detachment. The inquiry found that, in addition to using "electrical shock by means of a field telephone," the MI personnel also struck detainees with their fists, sticks, and boards, and employed water torture. The documents indicate that no disciplinary actions were taken against anyone implicated in that long-running series of atrocities.

The declassified documents reveal that the Tiger Force atrocities—and the resulting lack of punishment, which amounted to tacit approval—were merely the tip of the iceberg. In September 1967, for instance, an American sergeant killed two Vietnamese children,

executing one at point-blank range with a bullet to the head. Court-martialed in 1970, the sergeant pleaded guilty to, and was found guilty of, unpremeditated murder. According to military documents, "he was sentenced by the court to no punishment." One of the most notorious incidents of the Vietnam War was the My Lai massacre (another story first reported by Seymour Hersh, in 1969). But the now declassified military documents reveal that it was hardly an isolated incident. On February 4, 1968, for example, just over a month before U.S. soldiers tortured and raped My Lai villagers and killed hundreds of them, a soldier in the same province and from the same division (Americal) gunned down three civilians as they worked in a field. He later admitted to his commanding officer, men in his unit, and others that he had done it, and he was charged with premeditated murder. But the soldier requested a discharge, which was granted by Americal's commanding general in lieu of a court-martial.

As the case of the 172nd MI unit demonstrates, U.S. troops in Vietnam not only beat enemy prisoners and civilian detainees but also used a wide variety of brutal methods, including a particular torture in which water was forced down a person's throat until he or she passed out or drowned—what U.S. troops had called the "water cure" during their battle against Filipinos in the early 20th century. One particularly heinous method was known among U.S. soldiers in Vietnam as "The Bell Telephone Hour," in which a hand-cranked military field telephone was used to generate electrical shocks through wires to hands, feet, nipples, and genitals.

In Iraq, only when the stunning photographs, including one of a prisoner who was apparently threatened with electrical torture, surfaced late last month on network TV did the press take notice in a major way, but even then, CBS News, at the behest of General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, held the pictures back for two weeks and only decided to release them when prodded by Hersh's *New Yorker* article.

The army itself described "wanton criminal abuses" at Abu Ghraib prison, and there have been numerous other reports of brutality since the invasion of Iraq, demonstrating that the doctrine of atrocity is still functioning.

During the Vietnam War, a U.S. officer infamously announced that a town had to be destroyed in order to save it. Today, the same logic is used in Iraq. "With a heavy dose of fear and violence ... I think we can convince these people that we are here to help them," U.S. battalion commander Nathan Sassaman was quoted as saying in a *New York Times* article in December 2003. The quote was buried deep in the article, but recent reports indicate that Sassaman's tough talk may have been backed up by wanton acts of terror. On April 5, *The Washington Post* reported that Sassaman, a lieutenant colonel, was recently punished for impeding an army investigation of the alleged killing of an Iraqi detainee, adding that it "marked the second time in recent months that a battalion commander in the Fourth Infantry Division has been disciplined in connection with mistreatment of Iraqis."

Underlying attitudes apparently haven't changed either. Captain Todd Brown, a company commander with the Fourth Infantry Division, told the *Times* late last year, "You have to understand the Arab mind. The only thing they understand is force..." Nearly 40 years earlier, in Vietnam, another U.S. captain told *The New Yorker's* Jonathan Schell, "Only the fear of force gets results. It's the Asian mind." That thinking has long been evident in U.S. campaigns against racial and ethnic "others," from the Indian Wars to the Philippine-American War and occupation; the terrorizing of people in the Dominican Republic, Nicaragua, and Haiti; on to more conventional wars against the Japanese and Koreans; and perhaps most spectacularly in Vietnam. And now in Iraq—and not only at Abu Ghraib. Late last year, at another detention center, it was reported that Lieutenant Colonel Allen B. West allowed his soldiers to beat an Iraqi prisoner as a method of interrogation. When the illegal thrashing failed to induce the prisoner to talk, West threatened the man with death, forced his head into a sandbox, and conducted a mock execution, firing a shot next to the Iraqi's head. West confessed to the abuse, but he was not court-martialed; instead, he was simply allowed to retire.

Then, as now, U.S. officials defend their soldiers' actions. President Richard Nixon, Rumsfeld's old boss, once pronounced that "throughout the war in Vietnam, the United States has exercised a degree of restraint unprecedented in the annals of war." Similarly, today's U.S. military claims that its recent assault on Fallujah has been marked by a "judicious use of force" by marines "trained to be precise in their firepower" and that "95 percent of those killed were legitimate targets."

According to on-the-ground reports by journalists, aid workers, and medical professionals, writes *The Guardian* (U.K.), U.S. troops in Fallujah, supported by gunships and fighter-bombers, have opened fire on ambulances, targeted civilians, and blasted homes into rubble. As a result, it has been reported that over 350 women and children of

the city have died in the carnage—including an elderly woman found to be clutching a white flag, a six-year-old boy who was crushed under debris after a U.S. missile strike on his home, and the little boy's mother, who was shot to death while hanging laundry out to dry.

The Village Voice, New York, 11 mai 2004.
<<http://www.villagevoice.com/issues/0419/turse.php>>

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

RECETTE POUR UN GÉNOCIDIE

Le raid de Naplouse, exemple type de la nouvelle doctrine militaire israélienne en milieu urbain

par **Barbara Opall-Rome**

Au début du mois d'avril 2002, lorsque les militaires israéliens ont lancé leur assaut sur le camp de réfugiés de Balata, à l'est de Naplouse, personne n'a réalisé qu'ils allaient créer un modèle pour les opérations contre-terroristes. Malgré les renseignements flous, l'improvisation tactique et l'apprentissage en cours d'engagement, ces 17 jours de siège – et en particulier les 4 jours de combat dans le camp – sont devenus une étude de cas sur la meilleure manière d'aborder une zone bâtie à haut risque.

Les commandants tactiques avaient reçu l'ordre de prendre le centre de Naplouse, de rechercher des armes, de procéder à des arrestations et de repousser les militants armés de la ville à la Casbah, le cœur du camp palestinien le plus peuplé de toute la Cisjordanie, pour qu'ils soient capturés ou tués. Le tout en prenant un minimum de risques pour les soldats israéliens ou les milliers d'habitants innocents de Balata, dont les quartiers serrés au sein de la vieille ville comme autour les plaçaient au centre des combats.

"... Nous n'entrerons jamais dans une zone hautement surpeuplée à partir de deux directions; nous approchons à partir de multiples directions, aussi nombreuses que possible, afin d'essaimer autour de l'ennemi. "

"Il y avait une telle incertitude en matière de renseignements", se souvient le brigadier-général Aviv Kochavi, à l'époque commandant de la brigade parachutiste engagée sur place, "que l'estimation du nombre de terroristes présents dans le camp allait de 200 à 2000." Une autre difficulté résidait dans les nombreuses charges explosives que les Palestiniens avaient posées le long des étroites ruelles qui entouraient la Casbah pour prévenir une avance israélienne.

L'opération a débuté le 3 avril. Deux brigades d'active et une brigade d'appui ont rapidement pris le contrôle du grand Naplouse et commencé une poussée à la fois méthodique et concentrique dans Balata. Le lendemain, les forces israéliennes avaient resserré leur étreinte de la vieille ville et averti la population d'évacuer les lieux afin d'éviter la bataille alors imminente.

Presque trois jours de combats acharnés, maison par maison, se sont ensuivis. Contournant délibérément les ruelles et les approches frontales où ils seraient soumis aux embuscades et aux tirs de snipers, de petites équipes israéliennes ont fait irruption **à travers les murs** larges d'un mètre des bâtiments pour achever leur pénétration indirecte de la Casbah surpeuplée. Souvent, les soldats attendaient que les bonnes cibles

apparaissent dans des conditions optimales pour déverser un déluge de feu provenant de directions multiples, d'après des sources israéliennes.

Le lundi 8 avril au matin, près de 300 Palestiniens armés et 300 de leurs supporters ont émergé du labyrinthe de béton pour se rendre aux forces israéliennes.

Une étude de cas

A la différence de l'opération que les militaires israéliens menaient en parallèle dans le camp de Jénine, et qui est depuis devenue **un exemple de ce qui peut mal tourner** dans ce type d'action [bien qu'elle ait été un succès, note du traducteur, un imbécile galonné], la bataille de Balata s'est soldée par la mort de 74 combattants palestiniens et la capture de 480 suspects recherchés, au prix de seulement 2 morts dans le camp israélien, dont l'un lors d'un cas de feu ami.

Bien qu'un nombre important d'innocents figuraient dans les 155 Palestiniens blessés au cours des combats, les rapports des Forces de défense israéliennes (FDI) ne mentionnent que le décès de 2 civils non armés en guise de dommage collatéral. Ce qui contraste avec l'assaut du camp de réfugiés de Jénine, qui a provoqué la mort d'au moins 22 résidents innocents et en a blessé des centaines. Les combats de Jénine ont d'ailleurs vu ce que les FDI appellent un ratio personnel à terroriste inacceptable: 23 soldats israéliens tués contre 27 combattants palestiniens.

Le 1er août 2002, un rapport du Secrétaire général de l'ONU a largement confirmé les données israéliennes. "A Jénine, au moins 52 Palestiniens, dont la moitié peuvent avoir été des civils, sont morts. Les allégations de responsables de l'Autorité palestinienne faites à la mi-avril et selon lesquelles 500 personnes ou davantage auraient été tuées dans le camp de Jénine n'ont pas été étayées par les preuves qui ont ensuite émergé." **[Rappelons que les autorités israélienne ont tout fait pour empêcher les Nations Unies d'enquêter sur place. Il est dès lors indécent et même bouffon de citer des rapports dénués de fondement.]**

Alors que les combats à Balata et à Jénine, faisant partie de l'opération "Bouclier Défensif" lancée suite à une vague d'attentats palestiniens, ont tous fourni des leçons précieuses aux FDI, ses responsables affirment que l'expérience de Balata a le plus nettement influencé les méthodes actuelles de combat en milieu urbain. "La plupart de nos techniques ne figuraient pas dans des livres ou des règlements, mais ont été apprises au cours des affrontements", a déclaré Kochavi lors d'une réunion de militaires professionnels fin mars en Israël. Aujourd'hui commandant de division dans le Commandement central israélien, il a ajouté que "nous étions dans un cycle de combat et d'apprentissage... et nous le vivions en temps réel."

Lors d'un compte-rendu de l'opération à Balata sans précédent pour sa franchise et son niveau de détails, Kochavi a attribué le relatif succès opérationnel à de nouveaux concepts basés moins sur la conquête du territoire que sur la neutralisation stratégique de la menace terroriste. "Nous avons réalisé qu'il ne suffisait de s'emparer du terrain, de planter notre drapeau sur la Casbah et de s'en contenter, parce que ce drapeau [et les forces afférentes] deviendraient alors des cibles", a déclaré Kochavi aux participants d'une conférence sponsorisée par les FDI en Israël. "A la place, nous avons dû trouver de nouvelles manières de neutraliser le terrorisme et nous l'avons fait principalement en créant des conditions qui ont amené l'ennemi à commettre des erreurs. Si nous avons réussi, c'est moins en raison de nos actions que **grâce aux erreurs de l'ennemi.**" **[C'est un avau que ces méthodes sont deu bidon. Ce qu'ils appellent l'ennemi apprendra très vite, soyons en sûrs. Les connards d'Américains ont voulu employer les mêmes méthodes à Fallouja, sans succès.]**

A Balata, d'après Kochavi, "nous avons besoin de briser la géométrie en passant à travers les murs. Nos soldats ne marchaient pas dans les rues; ils les approchaient de manière horizontale... choisissant l'instant de sortir dans la ruelle et d'affronter l'ennemi." La seule perte dû à une action hostile du côté israélien, résultant de l'explosion d'une mine, s'est produite durant l'une des rares fusillades qui n'a pas été initiées par les forces israéliennes, a déclaré Kochavi. "C'était un combat pièce par pièce, maison par maison, le tout dans un espace de 30 mètres sur 30, et qui s'est produit vendredi à environ 17 h. Cette petite bataille a compliqué notre opération et nous a forcé à nous écarter du plan, mais le soir nous étions revenus à notre entrée simultanée dans le quartier."

Kochavi a précisé que l'opération de Balata représentait "une guerre sélective et chirurgicale", et n'impliquant aucun usage indiscriminé d'une force excessive. "Chaque heure ou presque, nous avons déclenché une fusillade. Les fers de lance étaient formés des compagnies... L'ennemi n'a anticipé ni notre ligne de pénétration, ni la direction de nos feux, et dans la plupart des cas il ignorait comment évacuer ses forces."

Une autre leçon essentielle de Balata a été le désavantage lié à l'emploi d'une forte puissance de feu dans des zones bâties. "Elle nous enlève l'élément de surprise, l'ennemi fuit et n'est pas nécessairement tué, et il y a bien plus de risques de tuer des innocents", a souligné Kochavi. "Cela ne vaut pas la peine d'avancer en utilisant des armes lourdes à moins qu'un feu précis [soit] tiré sur nous ou que l'ennemi soit positivement identifié... Nous avons découvert qu'il était bien mieux d'agir comme un ver, en utilisant la puissance de feu de façon sélective pour créer la surprise et le chaos. "

Lors d'un entretien mené le 21 mars, le major-général Gabi Ashkenazi, suppléant du chef de l'état-major général, a déclaré que Balata a fourni des leçons inestimables sur la manière de déployer les forces, de pénétrer dans des zones surpeuplées et de maintenir le contrôle de secteurs, des leçons, a-t-il précisé, que les Israéliens ont partagées avec les forces US actuellement engagées en Irak. "Nous n'entrerons jamais dans une zone hautement surpeuplée à partir de deux directions; nous approcherons à partir de multiples directions, aussi nombreuses que possible", a noté Ashkenazi. "Nous devons essaimer autour de l'ennemi comme la brigade Golani l'a fait dans la Casbah de Naplouse. Ce qui est très difficile et exige une coordination extrême. "

Une autre leçon essentielle pour les principaux dirigeants des FDI, d'après Ashkenazi, a été de permettre aux commandants sur le terrain comme Kochavi de faire leur travail avec un minimum d'interventions des échelons supérieurs. "Nous avons donné beaucoup de responsabilités aux niveaux opérationnels. Nous avons augmenté l'indépendance des commandants de division, de brigade et de bataillon, nous les avons bien entraînés... et c'est notre rôle à nous, dans les quartiers-généraux, de les laisser faire leur travail. " [**La bride sur le cou, c'est la recette du bon massacre.**]

Texte original: Barbara Opall-Rome, "Nablus Raid Wrote Israeli Guide to Urban Ops", <<http://www.defensenews.com/>> *Defense News*, 26.4.04. Traduction et réécriture: Maj EMG Ludovic Monnerat
<<http://www.defensenews.com/story.php?F=2840004&C=mideast>>

TOUJOURS CET HUMANISME JUIF

Hier matin, le premier avril 2004, l'armée d'occupation israélienne a attaqué l'hôpital psychiatrique à Bethléem par des armes automatiques et des missiles. Selon le directeur de l'hôpital, il a été arrêté dans sa maison, et enfermé dans une chambre pendant que les soldats de l'occupation continuaient à détruire systématiquement l'administration et les bureaux. La destruction est massive et le traumatisme des malades est sans précédent. L'armée d'occupation a arrêté 12 personnes parmi les employés, et les infirmiers des services médicaux militaires.

alrowwad@p-ol.com News update/ Dernières nouvelles. Fri, 2 Apr 2004

UN MARXISTE RETOURNÉ COMME PEAU DE LAPIN

Le dénommé Nathan Weinstock fut antisioniste dans sa jeunesse. Il écrivit même un livre fort intéressant qui fut lu par tous les gauchistes arabes des années soixante. Et puis il a viré sa cuti. Après quelques livres honorables sur le mouvement ouvrier juif d'Europe centrale dans la première moitié du XXe siècle, il s'est sagement (qui parle Nathan doit parler de "sagesse", n'est-ce pas ?) reconverti dans l'industrie de la justification idéologique du sionisme et des massacres afférents. Malgré le dégoût qu'inspire une telle évolution, qui n'est pas si rare que ça, on lira avec amusement ses règlement de compte avec Papa Marx:

"Il fut un temps où l'on se devait de truffier chaque exposé d'un arsenal de citations puisées dans l'œuvre de Marx. C'est passé de mode. Heureusement du reste car cette manière d'accommoder hâtivement tout et n'importe quoi à la sauce du maître ne faisait pas vraiment honneur à sa mémoire.

Pourtant, point n'est besoin d'être marxolâtre pour reconnaître en Marx un penseur pénétrant et un analyste subtil des conflits sociaux et politiques. Alors, après tout, pourquoi n'aborderions-nous pas le conflit israélo-arabe en partant d'une observation marxienne ?

Karl Marx, on le sait, n'éprouvait aucune tendresse pour sa communauté d'origine. Sa « Question Juive », rédigée en 1843, respire un anti-judaïsme tellement agressif que les

antisémites autrichiens du XIXème siècle se firent un plaisir de le rééditer pour confondre ses disciples. Et dans sa correspondance avec Engels, il usait vis-à-vis de ses adversaires d'ascendance juive d'expressions qui l'exposeraient aujourd'hui à des poursuites judiciaires. Pourtant, dans un texte daté de 1854 [1] Marx s'est penché sur le sort des Juifs de Terre Sainte à son époque. Curieusement, ce texte se trouve être en outre à peu près le seul de sa main où il manifeste quelque sympathie pour les siens.

Lisons donc cet article consacré aux Juifs de Jérusalem :

«Les Musulmans forment environ un quart de l'ensemble de la population composée de Turcs, d'Arabes et de Maures qui sont évidemment les maîtres à tous égards puisqu'ils ne sont aucunement affectés par la faiblesse de leur gouvernement situé à Constantinople. Rien n'égale la misère et les souffrances des Juifs de Jérusalem, qui résident dans le quartier le plus infect de la ville que l'on appelle le hareth-el-yahoud, ce quartier d'immondices compris entre les monts Sion et Moriah où sont situés leurs synagogues - objets constants de l'oppression et de l'intolérance des Musulmans, exposés aux insultes des Grecs, persécutés par les Latins, et ne vivant que des aumônes à peine suffisantes transmises par leurs frères d'Europe.

Les Juifs ne sont cependant pas des indigènes et seuls les attirent à Jérusalem le désir d'habiter la Vallée de Josaphat ainsi que celui de mourir sur le lieu même où ils attendent la rédemption. 'Attendant leur mort', écrit un auteur français [2], 'ils souffrent et ils prient. Leurs regards tournés vers ce Mont Moriah où s'éleva autrefois le Temple du Liban (?), et dont ils n'osent s'approcher, ils versent des larmes sur les infortunes de Sion et sur leur dispersion à travers le monde' » [3].

En passant Marx nous apprend que la ville de Jérusalem renfermait une population de 15 500 âmes dont 8 000 Juifs et 4 000 Musulmans (Arabes, Turcs et Maures). (...) Ses propos sont confirmés par tous les observateurs de l'époque.

Extrait d'un livre à paraître qui s'appelle *Histoire de chien*.

<<http://www.primo-europe.org/documents.php?numdoc=Do-763821663>>

SORCIERS JUIFS

Une entreprise de construction de matériel militaire appartenant à Tsahal a fait l'objet d'une séance d'exorcisme, sous l'autorité de deux des plus grands rabbins d'Israël. Les employés de Macha, qui fabrique notamment le char Merkava, affirmaient que les lieux étaient envoûtés, quatre ouvriers y étant morts en moins de six mois. David Batzri et Avraham Yaakov Salomon sont intervenus sur la base de Tel-Hashomer, pour "interrompre cette chaîne de catastrophes". La sonnerie de cent chofar a retenti lors de la cérémonie, à laquelle ont pris part deux cents officiers et soldats. **La chasse au démon** avait reçu le feu vert de la haute hiérarchie militaire, indique Yediot Aharonot.

Courrier International - n° 702 - 15 avr. 2004

<http://www.courrierinternational.com/insolites/insolite.asp?obj_id=22541&provenance=insolites>

TERRORISTES JUIFS

Du terrorisme juif

par **Marcel Péju**

Le Shin Beth, service israélien de sécurité intérieure, prend très au sérieux la menace d'attentats que des terroristes juifs pourraient commettre à Jérusalem sur l'esplanade des Mosquées en vue de torpiller le plan de "désengagement" d'Ariel Sharon dans la bande de Gaza, voire quelques localités de Cisjordanie. Son chef, Avi Dichter, n'a pas hésité à parler, à Herzliya, d'une "menace stratégique de la part d'un terrorisme juif". Ce qu'explique un de ses prédécesseurs, Hezi Kallo, qui dirigea dans les années 1990 le département du Shin Beth pour les affaires non arabes: "Une attaque juive sur le mont du Temple, dans un effort visant à torpiller un processus politique, est une possibilité qui doit être résolument prise en compte."

Ce n'est pas la première fois qu'une telle action est envisagée par des groupes de juifs fanatiques. En avril 1982, un an avant l'évacuation de la colonie de Yamit, dans le Sinaï, en exécution du traité israélo-égyptien, des activistes du Mouvement contre le retrait du Sinaï s'y étaient réunis et en avaient évoqué l'idée comme un moyen d'empêcher ce

départ: ils comprenaient trois rabbins, un représentant des colons du Golan et un vétéran de l'Unité 101, un des plus célèbres commandos des années 1950. Sur le moment, rien de décisif n'en sortit, et Yamit fut vigoureusement évacuée - ironiquement, par les soins d'Ariel Sharon. Mais l'idée poursuivit son chemin, et il y a seulement six mois, Shafer Dvir Zeliger, membre d'une cellule terroriste juive, arrêté par le Shin Beth, avoua qu'un activiste de Samarie, lié à un colon de l'implantation fanatique de Kiryat Arba, près d'Hébron, avait projeté une attaque sur l'esplanade des Mosquées.

Les services israéliens sont donc persuadés que, dans des circonstances aujourd'hui comparables à celles de 1982, de nouveaux terroristes sont prêts à agresser les mosquées. Le problème, disent-ils, est que leurs renseignements portent sur une plus complexe nébuleuse extrémiste comprenant ceux qu'on a surnommés les "jeunes des collines", fer de lance de la colonisation sauvage en Cisjordanie, des militants clandestins du mouvement raciste Kach, fondé par feu le rabbin Meir Kahane et officiellement interdit, des étudiants kabbalistes de certaines yeshivas, plus des individus mentalement dérangés (à supposer que les précédents ne le soient pas) liés à des organisations criminelles disposant du matériel adéquat. Hezi Kallo, déjà cité, commente: "La menace est réelle, mais difficile à définir. Un jour, elle peut venir d'un jeune de Herzliya, un autre jour d'un jeune de Haïfa ou des Territoires occupés, voire d'un noyau dur idéologique. La prévention réside dans le renseignement et dans les structures de protection. Mais s'il s'agit d'un individu isolé comme Barouch Goldstein [qui tua vingt-neuf Palestiniens en prière au caveau des Patriarches d'Hébron, en 1994], l'espoir de l'arrêter est très aléatoire."

L'Intelligent (Jeune Afrique) du mardi 13 avril 2004.

LA SÉCURITÉ DES GÉNOCIDAIRES

Recevant au Quai d'Orsay le 23 avril le président du CRIF, Roger Cukierman, accompagné du vice-président Roger Benarrosh et du directeur général Haim Musicant, Michel Barnier, le nouveau ministre des Affaires étrangères a indiqué que le quartette allait faire des efforts pour aider au retrait de Gaza. Le chef de la diplomatie française a affirmé que **Paris ne transigera pas avec la sécurité d'Israël**, dénonçant les attentats terroristes contre la population israélienne, mais aussi les «exécutions» contre des responsables palestiniens. [...] Michel Barnier envisage de se rendre en Israël le 16 mai à l'occasion d'un colloque d'intellectuels israéliens et français.

CRIF 26 avril

<http://www.crif.org/index02.php?id=2815&type=action&menu=10&sm3=action&PHPSESSID=0ae48fc99299ea4cfd68c871da79004c>

2 - Guantanamo ou le déni du droit

L'IMMONDE SOLDATESQUE AMÉRICAINE

Torture at Abu Ghraib

American soldiers brutalized Iraqis. How far up does the responsibility go?

by **Seymour M. Hersh**

In the era of Saddam Hussein, Abu Ghraib, twenty miles west of Baghdad, was one of the world's most notorious prisons, with torture, weekly executions, and vile living conditions. As many as fifty thousand men and women—no accurate count is possible—were jammed into Abu Ghraib at one time, in twelve-by-twelve-foot cells that were little more than human holding pits.

In the looting that followed the regime's collapse, last April, the huge prison complex, by then deserted, was stripped of everything that could be removed, including doors, windows, and bricks. The coalition authorities had the floors tiled, cells cleaned and repaired, and toilets, showers, and a new medical center added. Abu Ghraib was now a

U.S. military prison. Most of the prisoners, however—by the fall there were several thousand, including women and teen-agers—were civilians, many of whom had been picked up in random military sweeps and at highway checkpoints. They fell into three loosely defined categories: common criminals; security detainees suspected of "crimes against the coalition"; and a small number of suspected "high-value" leaders of the insurgency against the coalition forces.

Last June, Janis Karpinski, an Army reserve brigadier general, was named commander of the 800th Military Police Brigade and put in charge of military prisons in Iraq. General Karpinski, the only female commander in the war zone, was an experienced operations and intelligence officer who had served with the Special Forces and in the 1991 Gulf War, but she had never run a prison system. Now she was in charge of three large jails, eight battalions, and thirty-four hundred Army reservists, most of whom, like her, had no training in handling prisoners.

General Karpinski, who had wanted to be a soldier since she was five, is a business consultant in civilian life, and was enthusiastic about her new job. In an interview last December with the *St. Petersburg Times*, she said that, for many of the Iraqi inmates at Abu Ghraib, "living conditions now are better in prison than at home. At one point we were concerned that they wouldn't want to leave."

A month later, General Karpinski was formally admonished and quietly suspended, and a major investigation into the Army's prison system, authorized by Lieutenant General Ricardo S. Sanchez, the senior commander in Iraq, was under way. A fifty-three-page report, obtained by *The New Yorker*, written by Major General Antonio M. Taguba and not meant for public release, was completed in late February. Its conclusions about the institutional failures of the Army prison system were devastating. Specifically, Taguba found that between October and December of 2003 there were numerous instances of "sadistic, blatant, and wanton criminal abuses" at Abu Ghraib. This systematic and illegal abuse of detainees, Taguba reported, was perpetrated by soldiers of the 372nd Military Police Company, and also by members of the American intelligence community. (The 372nd was attached to the 320th M.P. Battalion, which reported to Karpinski's brigade headquarters.) Taguba's report listed some of the wrongdoing:

Breaking chemical lights and pouring the phosphoric liquid on detainees; pouring cold water on naked detainees; beating detainees with a broom handle and a chair; threatening male detainees with rape; allowing a military police guard to stitch the wound of a detainee who was injured after being slammed against the wall in his cell; sodomizing a detainee with a chemical light and perhaps a broom stick, and using military working dogs to frighten and intimidate detainees with threats of attack, and in one instance actually biting a detainee.

There was stunning evidence to support the allegations, Taguba added—"detailed witness statements and the discovery of extremely graphic photographic evidence." Photographs and videos taken by the soldiers as the abuses were happening were not included in his report, Taguba said, because of their "extremely sensitive nature."

The photographs—several of which were broadcast on CBS's "60 Minutes 2" last week—show leering G.I.s taunting naked Iraqi prisoners who are forced to assume humiliating poses. Six suspects—Staff Sergeant Ivan L. Frederick II, known as Chip, who was the senior enlisted man; Specialist Charles A. Graner; Sergeant Javal Davis; Specialist Megan Ambuhl; Specialist Sabrina Harman; and Private Jeremy Sivits—are now facing prosecution in Iraq, on charges that include conspiracy, dereliction of duty, cruelty toward prisoners, maltreatment, assault, and indecent acts. A seventh suspect, Private Lynndie England, was reassigned to Fort Bragg, North Carolina, after becoming pregnant.

The photographs tell it all. In one, Private England, a cigarette dangling from her mouth, is giving a jaunty thumbs-up sign and pointing at the genitals of a young Iraqi, who is naked except for a sandbag over his head, as he masturbates. Three other hooded and naked Iraqi prisoners are shown, hands reflexively crossed over their genitals. A fifth prisoner has his hands at his sides. In another, England stands arm in arm with Specialist Graner; both are grinning and giving the thumbs-up behind a cluster of perhaps seven naked Iraqis, knees bent, piled clumsily on top of each other in a pyramid. There is another photograph of a cluster of naked prisoners, again piled in a pyramid. Near them stands Graner, smiling, his arms crossed; a woman soldier stands in front of him, bending over, and she, too, is smiling. Then, there is another cluster of hooded bodies, with a female soldier standing in front, taking photographs. Yet another photograph shows a kneeling, naked, unhooded male prisoner, head momentarily turned away from the camera, posed to make it appear that he is performing oral sex on another male prisoner, who is naked and hooded.

Such dehumanization is unacceptable in any culture, but it is especially so in the Arab world. Homosexual acts are against Islamic law and it is humiliating for men to be

naked in front of other men, Bernard Haykel, a professor of Middle Eastern studies at New York University, explained. "Being put on top of each other and forced to masturbate, being naked in front of each other—it's all a form of torture," Haykel said.

Two Iraqi faces that do appear in the photographs are those of dead men. There is the battered face of prisoner No. 153399, and the bloodied body of another prisoner, wrapped in cellophane and packed in ice. There is a photograph of an empty room, splattered with blood.

The 372nd's abuse of prisoners seemed almost routine—a fact of Army life that the soldiers felt no need to hide. On April 9th, at an Article 32 hearing (the military equivalent of a grand jury) in the case against Sergeant Frederick, at Camp Victory, near Baghdad, one of the witnesses, Specialist Matthew Wisdom, an M.P., told the courtroom what happened when he and other soldiers delivered seven prisoners, hooded and bound, to the so-called "hard site" at Abu Ghraib—seven tiers of cells where the inmates who were considered the most dangerous were housed. The men had been accused of starting a riot in another section of the prison. Wisdom said:

SFC Snider grabbed my prisoner and threw him into a pile... I do not think it was right to put them in a pile. I saw SSG Frederic, SGT Davis and CPL Graner walking around the pile hitting the prisoners. I remember SSG Frederick hitting one prisoner in the side of its [sic] ribcage. The prisoner was no danger to SSG Frederick... I left after that.

When he returned later, Wisdom testified:

I saw two naked detainees, one masturbating to another kneeling with its mouth open. I thought I should just get out of there. I didn't think it was right ... I saw SSG Frederick walking towards me, and he said, "Look what these animals do when you leave them alone for two seconds." I heard PFC England shout out, "He's getting hard."

Wisdom testified that he told his superiors what had happened, and assumed that "the issue was taken care of." He said, "I just didn't want to be part of anything that looked criminal."

The abuses became public because of the outrage of Specialist Joseph M. Darby, an M.P. whose role emerged during the Article 32 hearing against Chip Frederick. A government witness, Special Agent Scott Bobeck, who is a member of the Army's Criminal Investigation Division, or C.I.D., told the court, according to an abridged transcript made available to me, "The investigation started after SPC Darby ... got a CD from CPL Graner... He came across pictures of naked detainees." Bobeck said that Darby had "initially put an anonymous letter under our door, then he later came forward and gave a sworn statement. He felt very bad about it and thought it was very wrong."

Questioned further, the Army investigator said that Frederick and his colleagues had not been given any "training guidelines" that he was aware of. The M.P.s in the 372nd had been assigned to routine traffic and police duties upon their arrival in Iraq, in the spring of 2003. In October of 2003, the 372nd was ordered to prison-guard duty at Abu Ghraib. Frederick, at thirty-seven, was far older than his colleagues, and was a natural leader; he had also worked for six years as a guard for the Virginia Department of Corrections. Bobeck explained:

What I got is that SSG Frederick and CPL Graner were road M.P.s and were put in charge because they were civilian prison guards and had knowledge of how things were supposed to be run.

Bobeck also testified that witnesses had said that Frederick, on one occasion, "had punched a detainee in the chest so hard that the detainee almost went into cardiac arrest."

At the Article 32 hearing, the Army informed Frederick and his attorneys, Captain Robert Shuck, an Army lawyer, and Gary Myers, a civilian, that two dozen witnesses they had sought, including General Karpinski and all of Frederick's co-defendants, would not appear. Some had been excused after exercising their Fifth Amendment right; others were deemed to be too far away from the courtroom. "The purpose of an Article 32 hearing is for us to engage witnesses and discover facts," Gary Myers told me. "We ended up with a c.i.d. agent and no alleged victims to examine." After the hearing, the presiding investigative officer ruled that there was sufficient evidence to convene a court-martial against Frederick.

Myers, who was one of the military defense attorneys in the My Lai prosecutions of the nineteen-seventies, told me that his client's defense will be that he was carrying out the orders of his superiors and, in particular, the directions of military intelligence. He said, "Do you really think a group of kids from rural Virginia decided to do this on their own? Decided that the best way to embarrass Arabs and make them talk was to have them walk around nude?"

In letters and e-mails to family members, Frederick repeatedly noted that the military-intelligence teams, which included C.I.A. officers and linguists and interrogation specialists from private defense contractors, were the dominant force inside Abu Ghraib. In a letter written in January, he said:

I questioned some of the things that I saw ... such things as leaving inmates in their cell with no clothes or in female underpants, handcuffing them to the door of their cell—and the answer I got was, "This is how military intelligence (MI) wants it done." ... MI has also instructed us to place a prisoner in an isolation cell with little or no clothes, no toilet or running water, no ventilation or window, for as much as three days.

The military-intelligence officers have "encouraged and told us, 'Great job,' they were now getting positive results and information," Frederick wrote. "CID has been present when the military working dogs were used to intimidate prisoners at MI's request." At one point, Frederick told his family, he pulled aside his superior officer, Lieutenant Colonel Jerry Phillabaum, the commander of the 320th M.P. Battalion, and asked about the mistreatment of prisoners. "His reply was 'Don't worry about it.'"

In November, Frederick wrote, an Iraqi prisoner under the control of what the Abu Ghraib guards called "O.G.A.," or other government agencies—that is, the C.I.A. and its paramilitary employees—was brought to his unit for questioning. "They stressed him out so bad that the man passed away. They put his body in a body bag and packed him in ice for approximately twenty-four hours in the shower... The next day the medics came and put his body on a stretcher, placed a fake IV in his arm and took him away." The dead Iraqi was never entered into the prison's inmate-control system, Frederick recounted, "and therefore never had a number."

Frederick's defense is, of course, highly self-serving. But the complaints in his letters and e-mails home were reinforced by two internal Army reports—Taguba's and one by the Army's chief law-enforcement officer, Provost Marshal Donald Ryder, a major general.

Last fall, General Sanchez ordered Ryder to review the prison system in Iraq and recommend ways to improve it. Ryder's report, filed on November 5th, concluded that there were potential human-rights, training, and manpower issues, system-wide, that needed immediate attention. It also discussed serious concerns about the tension between the missions of the military police assigned to guard the prisoners and the intelligence teams who wanted to interrogate them. Army regulations limit intelligence activity by the M.P.s to passive collection. But something had gone wrong at Abu Ghraib.

There was evidence dating back to the Afghanistan war, the Ryder report said, that M.P.s had worked with intelligence operatives to "set favorable conditions for subsequent interviews"—a euphemism for breaking the will of prisoners. "Such actions generally run counter to the smooth operation of a detention facility, attempting to maintain its population in a compliant and docile state." General Karpinski's brigade, Ryder reported, "has not been directed to change its facility procedures to set the conditions for MI interrogations, nor participate in those interrogations." Ryder called for the establishment of procedures to "define the role of military police soldiers ... clearly separating the actions of the guards from those of the military intelligence personnel." The officers running the war in Iraq were put on notice.

Ryder undercut his warning, however, by concluding that the situation had not yet reached a crisis point. Though some procedures were flawed, he said, he found "no military police units purposely applying inappropriate confinement practices." His investigation was at best a failure and at worst a coverup.

Taguba, in his report, was polite but direct in refuting his fellow-general. "Unfortunately, many of the systemic problems that surfaced during [Ryder's] assessment are the very same issues that are the subject of this investigation," he wrote. "In fact, many of the abuses suffered by detainees occurred during, or near to, the time of that assessment." The report continued, "Contrary to the findings of MG Ryder's report, I find that personnel assigned to the 372nd MP Company, 800th MP Brigade were directed to change facility procedures to 'set the conditions' for MI interrogations." Army intelligence officers, C.I.A. agents, and private contractors "actively requested that MP guards set physical and mental conditions for favorable interrogation of witnesses."

Taguba backed up his assertion by citing evidence from sworn statements to Army C.I.D. investigators. Specialist Sabrina Harman, one of the accused M.P.s, testified that it was her job to keep detainees awake, including one hooded prisoner who was placed on a box with wires attached to his fingers, toes, and penis. She stated, "MI wanted to get them to talk. It is Graner and Frederick's job to do things for MI and OGA to get these people to talk."

Another witness, Sergeant Javal Davis, who is also one of the accused, told C.I.D. investigators, "I witnessed prisoners in the MI hold section ... being made to do various things that I would question morally... . We were told that they had different rules." Taguba wrote, "Davis also stated that he had heard MI insinuate to the guards to abuse the inmates. When asked what MI said he stated: 'Loosen this guy up for us.' 'Make sure he has a bad night.' 'Make sure he gets the treatment.'" Military intelligence made these comments to Graner and Frederick, Davis said. "The MI staffs to my understanding have been giving Graner compliments ... statements like, 'Good job, they're breaking down real fast. They answer every question. They're giving out good information.'"

When asked why he did not inform his chain of command about the abuse, Sergeant Davis answered, "Because I assumed that if they were doing things out of the ordinary or outside the guidelines, someone would have said something. Also the wing"—where the abuse took place—"belongs to MI and it appeared MI personnel approved of the abuse."

Another witness, Specialist Jason Kennel, who was not accused of wrongdoing, said, "I saw them nude, but MI would tell us to take away their mattresses, sheets, and clothes." (It was his view, he added, that if M.I. wanted him to do this "they needed to give me paperwork.") Taguba also cited an interview with Adel L. Nakhla, a translator who was an employee of Titan, a civilian contractor. He told of one night when a "bunch of people from MI" watched as a group of handcuffed and shackled inmates were subjected to abuse by Graner and Frederick.

General Taguba saved his harshest words for the military-intelligence officers and private contractors. He recommended that Colonel Thomas Pappas, the commander of one of the M.I. brigades, be reprimanded and receive non-judicial punishment, and that Lieutenant Colonel Steven Jordan, the former director of the Joint Interrogation and Debriefing Center, be relieved of duty and reprimanded. He further urged that a civilian contractor, Steven Stephanowicz, of CACI International, be fired from his Army job, reprimanded, and denied his security clearances for lying to the investigating team and allowing or ordering military policemen "who were not trained in interrogation techniques to facilitate interrogations by 'setting conditions' which were neither authorized" nor in accordance with Army regulations. "He clearly knew his instructions equated to physical abuse," Taguba wrote. He also recommended disciplinary action against a second CACI employee, John Israel. (A spokeswoman for CACI said that the company had "received no formal communication" from the Army about the matter.)

"I suspect," Taguba concluded, that Pappas, Jordan, Stephanowicz, and Israel "were either directly or indirectly responsible for the abuse at Abu Ghraib," and strongly recommended immediate disciplinary action.

The problems inside the Army prison system in Iraq were not hidden from senior commanders. During Karpinski's seven-month tour of duty, Taguba noted, there were at least a dozen officially reported incidents involving escapes, attempted escapes, and other serious security issues that were investigated by officers of the 800th M.P. Brigade. Some of the incidents had led to the killing or wounding of inmates and M.P.s, and resulted in a series of "lessons learned" inquiries within the brigade. Karpinski invariably approved the reports and signed orders calling for changes in day-to-day procedures. But Taguba found that she did not follow up, doing nothing to insure that the orders were carried out. Had she done so, he added, "cases of abuse may have been prevented."

General Taguba further found that Abu Ghraib was filled beyond capacity, and that the M.P. guard force was significantly undermanned and short of resources. "This imbalance has contributed to the poor living conditions, escapes, and accountability lapses," he wrote. There were gross differences, Taguba said, between the actual number of prisoners on hand and the number officially recorded. A lack of proper screening also meant that many innocent Iraqis were wrongly being detained—indefinitely, it seemed, in some cases. The Taguba study noted that more than sixty per cent of the civilian inmates at Abu Ghraib were deemed not to be a threat to society, which should have enabled them to be released. Karpinski's defense, Taguba said, was that her superior officers "routinely" rejected her recommendations regarding the release of such prisoners.

Karpinski was rarely seen at the prisons she was supposed to be running, Taguba wrote. He also found a wide range of administrative problems, including some that he considered "without precedent in my military career." The soldiers, he added, were "poorly prepared and untrained ... prior to deployment, at the mobilization site, upon arrival in theater, and throughout the mission."

General Taguba spent more than four hours interviewing Karpinski, whom he described as extremely emotional: "What I found particularly disturbing in her testimony was her complete unwillingness to either understand or accept that many of the problems

inherent in the 800th MP Brigade were caused or exacerbated by poor leadership and the refusal of her command to both establish and enforce basic standards and principles among its soldiers."

Taguba recommended that Karpinski and seven brigade military-police officers and enlisted men be relieved of command and formally reprimanded. No criminal proceedings were suggested for Karpinski; apparently, the loss of promotion and the indignity of a public rebuke were seen as enough punishment.

After the story broke on CBS last week, the Pentagon announced that Major General Geoffrey Miller, the new head of the Iraqi prison system, had arrived in Baghdad and was on the job. He had been the commander of the Guantánamo Bay detention center. General Sanchez also authorized an investigation into possible wrongdoing by military and civilian interrogators.

As the international furor grew, senior military officers, and President Bush, insisted that the actions of a few did not reflect the conduct of the military as a whole. Taguba's report, however, amounts to an unsparing study of collective wrongdoing and the failure of Army leadership at the highest levels. The picture he draws of Abu Ghraib is one in which Army regulations and the Geneva conventions were routinely violated, and in which much of the day-to-day management of the prisoners was abdicated to Army military-intelligence units and civilian contract employees. Interrogating prisoners and getting intelligence, including by intimidation and torture, was the priority.

The mistreatment at Abu Ghraib may have done little to further American intelligence, however. Willie J. Rowell, who served for thirty-six years as a C.I.D. agent, told me that the use of force or humiliation with prisoners is invariably counterproductive. "They'll tell you what you want to hear, truth or no truth," Rowell said. "'You can flog me until I tell you what I know you want me to say.' You don't get righteous information."

Under the fourth Geneva convention, an occupying power can jail civilians who pose an "imperative" security threat, but it must establish a regular procedure for insuring that only civilians who remain a genuine security threat be kept imprisoned. Prisoners have the right to appeal any internment decision and have their cases reviewed. Human Rights Watch complained to Secretary of Defense Donald Rumsfeld that civilians in Iraq remained in custody month after month with no charges brought against them. Abu Ghraib had become, in effect, another Guantánamo.

As the photographs from Abu Ghraib make clear, these detentions have had enormous consequences: for the imprisoned civilian Iraqis, many of whom had nothing to do with the growing insurgency; for the integrity of the Army; and for the United States' reputation in the world.

Captain Robert Shuck, Frederick's military attorney, closed his defense at the Article 32 hearing last month by saying that the Army was "attempting to have these six soldiers atone for its sins." Similarly, Gary Myers, Frederick's civilian attorney, told me that he would argue at the court-martial that culpability in the case extended far beyond his client. "I'm going to drag every involved intelligence officer and civilian contractor I can find into court," he said. "Do you really believe the Army relieved a general officer because of six soldiers? Not a chance."

The New Yorker, Issue of 2004-05-10. Posted 2004-04-30
<http://www.newyorker.com/fact/content/?040510fa_fact>

LES ROSBIFS SONT SAIGNANTS

24/04/04 - « M » ne comprend toujours pas pourquoi il a été détenu à Belmarsh: Détenu de novembre 2002 à mars 2004 sans inculpation, le Libyen « M », âgé de 38 ans, déclare dans les premières interviews accordées depuis sa libération, au *Guardian* de Londres et au programme de radio « Today » de la BBC 4, qu'il ne comprend toujours pas pourquoi il a été emprisonné. On lui avait d'abord dit qu'il serait inculpé en application de la loi antiterroriste de 2000 mais ensuite, il fut détenu sans inculpation en application de la loi adoptée en 2001 **qui permet de détenir indéfiniment des suspects étrangers sans les inculper**. Ce n'est que 7 mois après son arrestation qu'on lui déclare qu'on le soupçonne de liens avec Al Qaïda. Il a été finalement libéré par la Commission spéciale d'appels de l'immigration, qui a rejeté un appel de David Blunkett contre sa remise en liberté. « M » a admis faire partie du Groupe de combat islamique libyen, qui combat le régime de Kadhafi et avoir combattu avec les moujahidine afghans en 1992, mais cela ne suffisait pas à en faire un membre d'Al Qaïda, ont décidé les juges, qui ont rejeté le

dossier «bâclé» présenté par la Special Branch, l'unité spéciale antiterroriste de Scotland Yard. Décrivant les conditions horribles de la prison de Belmarsh, le «Guantanamo britannique», «M» raconte que les autres détenus musulmans auxquels a été refusée la remise en liberté ont engagé une grève de la faim pour protester contre la nourriture qui leur est fournie et qui n'est pas halal. Mais l'aspect le plus étrange de ses 16 mois de détention, **c'est qu'il n'a jamais été interrogé, ni par la police ni par les services secrets.** Bref, de quoi vous rendre fous. Et c'est ce qui est arrivé à plusieurs des détenus de Belmarsh. Ils ont été rendus fous par les services de Sa Majesté.

The Guardian, BBC News, 23 avril 2004

LA FACE CACHÉE

Guantanamo, un défi mondial, un enjeu planétaire

par **Fausto Giudice**, Genève, 8 mai 2004

Je tiens tout d'abord à remercier Amnesty International de m'avoir invité, non pas tant parce que cela signifie une reconnaissance du travail de fourni que mène le Collectif Guantanamo, créé en février 2003 en France, mais par l'occasion que cela donne d'engager un dialogue avec vous, avec des personnes physiques, ce qui nous change un peu du dialogue par écrans interposés, dans le "monde virtuel". Répondant à la demande des organisateurs, j'avais préparé une intervention calibrée pour ne pas dépasser 20 minutes. Mais les événements des derniers jours - le "scandale" des photos d'Abou Ghraïb en Iraq - me conduit à faire quelques remarques préliminaires non-prévues.

Je commencerai par une blague: Savez-vous quelle est la différence entre Guantanamo et Abou Ghraïb ? Eh bien, à Guantanamo, le personnel militaire n'a pas le droit d'introduire des appareils photo numériques. Le général Geoffrey Miller s'est bien chargé de mettre en place des dispositifs de surveillance interne pour éviter toute fuite. C'est ce même Geoffrey Miller qui a été chargé des prisons US en Iraq. Son mot d'ordre est un néologisme: il faut, dit-il, "gitmo-ize" - "guantanamoïser" les prisons en Iraq. Qui est Miller ? C'est un général de 54 ans, ancien parachutiste, Texan. Il a été responsable du camp de Guantanamo d'octobre 2002 à mars 2004. En 18 mois, il a mis au point un système carcéral performant, qu'il considère comme un "modèle" et un "laboratoire". Il est désormais chargé d'appliquer ce modèle en Iraq. Un modèle qui se résume à "surveiller, punir et... interroger".

Miller a été nommé à Guantanamo après des cafouillages sévères dans la direction du camp. Le premier commandant du camp n'a été en poste que de janvier à octobre 2002. C'est que ce général de réserve, spécialiste du renseignement militaire, avait un petit défaut: il était aussi docteur en droit et avocat dans le civil. Un juriste donc. Et ce général Michael Dunlavey, au bout de quelques mois, au vu des résultats des interrogatoires des prisonniers, a pris un coup de sang. Il a donc pris l'avion pour Bagram, en Afghanistan, la base militaire US près de Kaboul d'où étaient envoyés les prisonniers à Guantanamo, et il est allé passer un savon aux gens de la CIA en leur disant : «Mais arrêtez donc de nous envoyer des Mickey Mouse ! Il n'y a pas un seul terroriste là-dedans !» Exit donc Dunlavey. Avec son successeur, Rick Baccus, ce sera encore pire : ce général de la Garde nationale de Rhode Island s'est fait tout de suite mal voir en montrant du respect aux détenus, qu'il saluait par "Salam Aleikum". Il a aggravé son cas en demandant à la Croix-Rouge d'afficher dans le camp des affiches indiquant aux prisonniers quelles étaient leurs obligations en tant que prisonniers de guerre: ils n'étaient obligés de déclarer que leur nom, lieu et date de naissance et numéro matricule, rien de plus. Baccus croyait que les "combattants ennemis illégaux" étaient des prisonniers de guerre. Il avait tout faux ! *Exit* donc Baccus et arrive Miller. Miller installe un système de sécurité et de contrôle des prisonniers, fondé sur un système de punitions et de récompenses, qui vont d'un Twinkie ou un Happy meal jusqu'au transfert dans des dortoirs d'une dizaine de prisonniers. Il met au point le modèle de Guantanamo, effacement secondé par son bras droit, qui s'appelle - cela ne s'invente pas - Adolf... McQueen ! Maintenant qu'il est attelé à appliquer le modèle Guantanamo en Iraq, c'est le général Jay Hood qui a pris la relève, continuant sur la lancée de Miller à Guantanamo même.

Ces remarques faites, j'en viens à mon intervention. [...]

Tout d'abord une définition de Guantanamo; c'est celle donnée par le Collectif Guantanamo dans son appel fondateur de février 2003. Guantanamo, c'est le premier

camp de concentration off shore de l'Empire. Les quatre termes sont également importants :

- camp de concentration d'abord: Guantanamo s'inscrit dans une lignée qui va des camps de prisonniers sudistes des Confédérés durant la Guerre de sécession aux camps d'internement des citoyens US d'origine japonaise pendant la deuxième guerre mondiale, en passant par les camps de concentration britanniques pour les Boers en Afrique du Sud au début du XXème siècle ou pour les Malais en Malaisie pendant les années 40, sans oublier bien sûr les camps nazis et l'archipel du goulag soviétique. Guantanamo est donc une sorte de condensé historique de toute l'expérience de l'enfermement concentrationnaire en même temps qu'il est un laboratoire d'expérimentation de nouvelles méthodes, adaptées à la situation du XXIème siècle.

- Premier camp de concentration off shore ensuite. Off shore, c'est le terme qu'on utilise pour les plateformes pétrolières en mer et ça signifie : extraterritorial. Tous les autres camps de concentration se trouvaient toujours sur un territoire juridiquement défini, en général un territoire national ou un territoire annexé comme la Pologne occupée par les nazis. Et tous les camps avaient en général, du moins formellement, des structures et des instances juridiques internes et même dépendaient d'instances juridiques formelles, même si cela ne changeait pas grand chose au sort des prisonniers. Avec Guantanamo, on assiste à l'invention d'un système carcéral échappant à toute juridiction. En somme, on est sur la lune...

- Premier camp de concentration off shore de l'Empire enfin. Oui, c'est l'aspect le plus frappant de Guantanamo. Voilà des citoyens originaires de 42 pays de toute la planète capturés en Afghanistan, au Pakistan, en Gambie ou ailleurs par des soldats et des policiers venus des USA et déportés à 24 heures d'avion de là, dans les Caraïbes. La dimension planétaire du phénomène est évidente. Planétaire et impériale. À Guantanamo, un pays membre de l'ONU sur cinq est représenté. **Guantanamo est la première prison mondialiste d'un Empire qui a une ambition de domination mondiale.**

Dans les années 70, à l'époque de la bande à Baader et des Brigades rouges, certains fonctionnaires allemands avaient conçu un projet qui avait été repoussé avec une certaine répulsion par leurs collègues européens: construire une prison centrale européenne de haute sécurité pour les terroristes de tous les pays du Marché commun, comme on disait alors. Le projet avait été rapidement abandonné. Aujourd'hui, Guantanamo incarne le pire cauchemar paranoïaque que l'on puisse imaginer.

Mais Guantanamo n'est que la pièce centrale d'un dispositif planétaire que nous avons baptisé la galaxie Guantanamo. Comme l'archipel du Goulag, la galaxie Guantanamo a de nombreuses filiales et succursales. Les unes sont gérées directement par l'Empire yankee, les autres sont gérées par les alliés et les marquis - c'est-à-dire les administrateurs des marches de l'Empire.

Dans la première catégorie, il faut citer la base aérienne de Bagram, près de Kaboul, où sont détenus un nombre inconnu de "combattants ennemis étrangers illégaux". Et puis, il y a Diego Garcia, une île de l'Océan Indien louée par les Anglais à l'US Army, qui en chasse les 2 000 habitants. A Diego Garcia sont sans doute détenus des "gros poissons" capturés en Afghanistan et au Pakistan. Et on est en droit de supposer que d'autres centres de détention clandestins sont disséminés dans les bases militaires US de par le monde.

Dans la deuxième catégorie, on peut citer la prison anglaise de haute sécurité de Belmarsh, où sont détenus depuis plus de 2 ans 12 étrangers musulmans sans être inculpés et privés de tout droit. 2 autres détenus, un Libyen et un Algérien ont pu enfin sortir récemment de ce Guantanamo anglais. On peut encore citer la prison du Cygne blanc, dans la région russe de Stavropol, où sont détenus 7 des 8 détenus russes de Guantanamo livrés à la Russie, ou encore les prisons de Malaysia, où sont détenus sans inculpation depuis 2 ans plus de 80 suspects de terrorisme.

Guantanamo est le centre d'une toile d'araignée qui s'étend sur toute la planète.

Ses fonctions sont multiples :

La première fonction est la propagande de la terreur. Guantanamo comme menace pour tous les enfants turbulents du Sud de la planète : "si tu n'es pas sage, je t'envoie à Guantanamo".

La deuxième fonction est le dressage. Le système carcéral adopté à Guantanamo a pour objet de transformer des hommes musulmans, maigres, barbus, jugés fanatiques, solidaires entre eux, forcément ignorants et mal élevés puisqu'ils ne parlent même pas l'anglais, bref sauvages en bonshommes obèses, individualistes, amateurs de hamburgers, de coca-cola, de musique rock et de pin-ups pour calendriers de camionneur et bien sûr disposés à dénoncer leurs frères, en un mot en consommateurs modèles de l'américan way

of life. Les prétendus talibans doivent devenir des Mister Smith, des hommes nouveaux de l'Empire. On n'a pas cherché à les convertir en presbytériens, baptistes, méthodistes ou épiscopaliens mais cela ne saurait tarder.

La troisième fonction est l'expérimentation de nouvelles méthodes d'enfermement, de disciplinage, d'interrogatoire et, il faut le dire, de torture. C'est la dimension laboratoire. A chaque nouvel ennemi, le système impérial US a cherché à trouver des nouvelles tactiques de combat militaire, politique, idéologique et policier, donc aussi de nouvelles méthodes pour "surveiller, punir et interroger".

C'est que Guantanamo n'a pas été improvisé, mais pensé et préparé, avant même le 11 septembre 2001 et la guerre contre l'Afghanistan. Utilisée pour concentrer des boat people haïtiens dans les années 90, la base de Guantanamo devait accueillir des "réfugiés" ou des prisonniers de la guerre du Kosovo, mais on y a renoncé au dernier moment. Elle devait accueillir des prisonniers faits en Iraq, mais là aussi, on y a renoncé lorsqu'on s'est rendu compte que Saddam Hussein avait préparé sur place un dispositif carcéral amplement suffisant.

Mais la quatrième et principale fonction de Guantanamo est celle-ci : c'est un outil stratégique de commandement au service de la diplomatie guerrière de l'Empire. De Guantanamo émanent des messages multiples, des directives même aux pays dont des ressortissants sont enfermés. Citons quelques-uns de ces messages directs :

1°- Les interrogatoires de tel ou tel de vos ressortissants ont permis d'établir l'existence de tel ou tel réseau terroriste dans votre pays. Nous vous demandons donc avec insistance de sévir contre telle ou telle organisation, telle ou telle personne. Sur la base d'interrogatoires surréalistes, le FBI et la CIA agissent même directement dans une série de pays, supervisant les arrestations. L'exemple le plus massif est le Pakistan, le plus meurtrier est le Yémen.

2° - Deuxième message aux pays dont des ressortissants sont détenus à Guantanamo : si vous collaborez avec nos projets impériaux, on pourra éventuellement vous rendre vos détenus. C'est ce qui s'est passé avec une série de pays, qui ont pu récupérer certains de leurs ressortissants (Pakistan, Afghanistan, Arabie saoudite, Soudan, Danemark, Grande-bretagne, Tadjikistan, Algérie entre autres). Colin Powell a envoyé un tel message à la France, la semaine dernière depuis Copenhague. Il a dit à mots couverts ceci : si la France accepte d'envoyer des troupes en Iraq, ne serait-ce que pour protéger la mission de l'ONU, les sept détenus français pourraient être libérés.

Ainsi donc, les détenus de Guantanamo jouent à leur corps défendant le rôle d'ambassadeurs si l'on se souvient que les ambassadeurs, historiquement, étaient des otages.

Désormais, Guantanamo, auparavant connu à cause d'une célèbre chanson cubaine, est devenu un gros mot. Je citais le cas de Belmarsh, baptisé le Guantanamo anglais. Je pourrais citer le local 1391, cette prison clandestine israélienne où sont détenus des Palestiniens et des Libanais, qui a été immédiatement baptisée le Guantanamo israélien par les médias israéliens lorsqu'ils ont découvert son existence l'année dernière.

Rappel historique [...]

Le 25 avril 1898, répondant aux vœux des grands groupes de presse, des premiers grands trusts industriels et des firmes d'armement, le président McKinley déclare donc la guerre à l'Espagne. Sous le slogan « N'oubliez pas le Maine », l'escadre du commodore Dewey détruit, le 1er mai, la flotte espagnole des Philippines sans perdre un seul homme. Une guerre chirurgicale en somme. Le 3 juillet, c'est au tour de la flotte de l'amiral Cervera – dont le Cristobal Colon ! – d'être coulée, toujours en souvenir du Maine, dans la baie de Santiago de Cuba. Ce fut une véritable « guerre-éclair » : sans avions et sans blindés, 20 000 yankees opposés à plus de 300 000 soldats espagnols obtiennent, en moins de trois mois, la reddition des armées de la régente Elisabeth d'Espagne. **Le Traité de Paris de décembre 1898 organise une simple passation de souveraineté**, contre paiement d'une indemnité, entre la Couronne espagnole et le gouvernement des USA sur les îles de Cuba, de Porto-Rico, de Guam et sur l'archipel des Philippines. [**Ce sont les gens qui se prétendent anti-colonialistes...**]

Contrairement à l'île de Porto-Rico qui fut annexée pour demeurer sous la tutelle directe du président des États-Unis d'Amérique jusqu'en 1952 et aux Philippines qui ne deviendront indépendantes qu'en 1946, Cuba est placée sous l'administration d'un gouvernement militaire d'occupation. L'armée yankee remplace l'armée espagnole, avec la même mission à remplir : mettre un terme à la Révolution cubaine. Le gouvernement militaire US se consacre au remplacement de l'Armée de libération par une garde rurale qu'il pouvait aisément contrôler et à l'élimination de l'« Assemblée représentative du peuple cubain armé », qui administrait les territoires libérés de l'occupation espagnole. Ce n'est

qu'une fois cette politique contre-révolutionnaire appliquée par son armée d'occupation que le gouvernement yankee consentira à envisager la possibilité d'une république cubaine.

Une assemblée constituante est élue en novembre 1900, et la constitution de la République de Cuba votée en février 1901. Le peuple cubain s'étant doté d'une constitution lui permettant d'exercer sa souveraineté, les troupes yankees pouvaient évacuer l'île avec le sentiment du devoir accompli : la puissance coloniale européenne avait cédé la place à une nouvelle république américaine. Mais tel n'était pas le souhait de l'Empire.

Le 27 février 1901, l'amendement proposé par le sénateur Orlando Platt est adopté par le Sénat US : son article 3 édicte que le gouvernement cubain autorise les USA à « intervenir en faveur de la sauvegarde de l'indépendance cubaine et du maintien d'un gouvernement attaché à la protection de la vie, de la propriété et de la liberté individuelle ». Afin de permettre l'exercice de ce « droit d'intervention », L'article 7 prévoit que les USA pourront acquérir ou louer auprès du gouvernement cubain des terrains servant à « l'établissement de dépôts de charbon et de bases navales en certains points qui seront déterminés avec le Président des USA. »

Surtout, et c'était là la mesure la plus destructrice de la souveraineté cubaine, l'amendement Platt proclamait que le président US ne laisserait « le gouvernement et le contrôle de l'île » au peuple cubain qu'à condition que l'amendement lui-même, voté par une institution yankee, soit « partie intégrante » de la constitution de la République de Cuba.

C'est Theodore Roosevelt qui mettra en application ce que prévoyait l'amendement Platt. Theodore Roosevelt avait préparé la guerre contre l'Espagne en tant que secrétaire adjoint à la Marine. Il était devenu vice-Président par l'utilisation médiatique de son engagement à Cuba où il incorpora des reporters au sein de son corps de volontaires, les Rough Riders (les « Rudes Cavaliers ») . L'assassinat de Mc Kinley lui permettra d'accéder à la présidence.

Roosevelt II (Franklin Delano) confirmera par le traité de 1934, qu'il n'y aurait pas de « nouvelle donne » (new deal en anglais) concernant Cuba : les limites territoriales de la base de Guantanamo demeureront « aussi longtemps que les USA n'abandonneront pas la dite base navale ». La Deuxième Révolution cubaine de 1959 et la contestation par le gouvernement castriste de l'atteinte à la souveraineté du peuple de Cuba n'entama pas l'existence de la plus ancienne base outre-mer de l'Empire. Tout au plus, la base fut aménagée pour devenir autosuffisante en eau grâce à une usine de désalinisation, devenant plus totalement encore une enclave US sur le sol cubain.

Et c'est cette enclave qui a servi de laboratoire d'essai au Premier Empire yankee (1898-1941) avant que les bases militaires se multiplient et soient disséminées aux différents points stratégiques du Deuxième Empire (1941-2001) et du Troisième Empire (2001-...). Là est le lien entre Guantanamo et l'histoire de l'Empire yankee : c'est à Guantanamo que le modèle impérial a été testé.

Quel est le modèle de domination impériale yankee ? Il peut être résumé en un schéma simple : « attentat » -> guerre -> occupation -> bases militaires. Ce schéma peut être développé ainsi :

- Un « attentat » vise une cible US, la plus symbolique possible (selon le contexte historique) afin de marquer l'opinion publique des citoyens US, et pourquoi pas l'opinion mondiale ;
- Le gouvernement US, au nom du droit de la victime à se défendre contre une agression (et sans attendre les résultats d'une quelconque enquête), déclare la guerre à un État qui fait obstacle aux Droits de l'Homme ainsi qu'aux intérêts de l'Empire (cette confusion entre les droits de l'humanité et les impérieux intérêts de l'Empire n'est-elle pas la preuve qu'il s'agit là de l'Empire du Bien ?) ;
- Les armées de l'Empire remportent une victoire par capitulation qui leur permet d'occuper le pays vaincu et d'y installer un gouvernement sensible aux intérêts yankees ;
- Ce gouvernement mis en place par l'armée d'occupation s'empresse de céder aux USA, afin que ceux-ci protègent l'indépendance du peuple fraîchement libéré (car les USA, comme Napoléon Ier, n'entreprennent que des guerres de libération), des bases militaires pour une durée proche de la permanence.

Par une répétition qui doit nous interroger, c'est ce schéma grossier de domination qui a été suivi lors des trois vagues d'expansion impériale yankee :

- L'explosion du Maine a justifié l'invasion de Cuba et des Philippines et l'élimination de leurs mouvements révolutionnaires, l'imposition de l'amendement Platt à Cuba, l'ouverture de l'économie cubaine aux capitaux yankees et l'établissement de la base de Guantanamo ;

• L'attaque du 7 décembre 1941 sur Pearl Harbor a permis une vaste offensive dans le Pacifique, l'élimination de la concurrence de l'Empire nippon, son remplacement par une « démocratie industrielle » et l'utilisation du Japon comme base de contrôle et de surveillance face à la Chine communiste. Remarque en passant sur Pearl Harbor : L'attaque a, encore récemment, suite aux attentats du 11 septembre 2001, été présentée comme un « attentat » dans le sens où il se serait agi d'une attaque surprise puisque l'Empire nippon n'avait pas déclaré la guerre à l'Empire yankee.

L'argument doit être sérieusement réexaminé lorsque l'on sait que le gouvernement US avait mis en place, à l'été 1941, un embargo total sur l'approvisionnement japonais en fer et en pétrole ; des mesures que Radhabinod Pal, un des juges au procès pour crimes de guerre des responsables japonais, en désaccord avec le verdict final, estima être « une menace claire et réelle pour l'existence même du Japon ». En réalité, le gouvernement US avait prévu, et voulu, cette guerre : l'attaque aérienne contre la base hawaïenne lui permit de faire basculer l'opinion publique jusque-là opposée au déclenchement de toute hostilité. Pearl Harbor offrit également l'occasion de créer un gigantesque complexe militaro-industriel qui permit aux forces US d'intervenir simultanément dans le Pacifique, en Afrique du Nord et en Europe au cours de la seconde guerre mondiale et de s'imposer comme le seul empire capitaliste – le 2e Empire yankee – face à l'Empire soviétique.

Enfin, il faut se rappeler que l'attaque sur Pearl Harbor eut lieu sous la présidence de Franklin D. Roosevelt, cousin de Théodore Roosevelt et, comme lui, ancien Secrétaire adjoint à la Marine. Elle servit également de justification à l'internement de plusieurs dizaines de milliers de citoyens US d'origine japonaise dans des camps de concentration.

• On observe un mécanisme similaire dans le déclenchement de l'intervention militaire US au Vietnam. Entre le 2 août et le 4 août 1964, deux destroyers US, le Maddox et le Turner Joy, qui se sont aventurés dans les eaux territoriales du Nord-Vietnam, essuient des tirs de la part des Nord-Vietnamiens. C'est du moins ce qu'affirment les services secrets de Washington (les équipages des navires concernés nieront plus tard la réalité de cette agression). Cet incident du golfe du Tonkin fournit au président Johnson le prétexte à une intervention militaire. Il lance dès le 4 août les premiers raids sur les positions communistes au Sud-Vietnam et, le 7 août, il obtient du Congrès les pleins pouvoirs militaires pour un engagement contre le Nord-Vietnam. Le 7 février 1965, l'aviation US commence à bombarder le Nord-Vietnam. On connaît la suite : 10 ans de guerre et le plus grand échec de toute l'histoire impériale des USA.

• Enfin, les attentats du 11 septembre 2001, ont justifié – pour l'heure - l'invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, l'élimination de deux régimes qui refusaient de céder à l'Empire sur la question d'un oléoduc pour les Talibans et des deuxièmes réserves mondiales de pétrole pour Saddam Hussein, la mise en place de gouvernements aux ordres à Kaboul et à Bagdad (lorsqu'aura cessé une période d'administration militaire US qui pourrait durer de quelques mois à plusieurs années) et l'établissement ou le renforcement de multiples bases militaires en Asie centrale et au Proche-Orient.

L'auteur est président du Collectif Guantanamo, France. Site: <<http://www.gwadaoka.org/Guantanamo.htm>>. <f.giudice@gwadaoka.org>. Il a fait cette intervention à la conférence «Guantanamo: Prisonniers sans droit, le droit prisonnier?», organisée par le groupe des juristes de la section suisse d'Amnesty International.

3 - L'Iraq des marais

QUI SONT LES RÉSISTANTS EN IRAK ?

Dans le passé, les combattants en Irak ne pouvaient être, pour les Américains, que des terroristes du réseau Al Qaeda, des éléments étrangers, des jihadistes islamiques, des anciens nostalgiques du régime de Saddam, et des criminels de droit commun que la presse nationale et internationale, leur emboîtant le pas, désignait sous le nom de "rebelles", d'"insurgés", d'"islamistes", de "terroristes", etc...

Or, dans un rapport établi par les services du Pentagone, le *Defense Intelligence Agency and Iraq Survey Group*, le 26 mars, **les différentes opérations de guérilla et de résistance**, notamment lors du siège de Falloujah, **ont été organisées et planifiées, bien**

avant la chute de Bagdad, par des membres des services secrets de Saddam Hussein composés d'officiers des Opérations spéciales et de la Branche anti-terroriste, connus sous le nom de M 14. Le rapport indique que le M 14 avait mis sur pied le "Projet Défi" pour diriger la résistance dans les villes clés et aider les autorités locales à les défendre et lancer des attaques.

Il précise que les équipements nécessaires aux attentats suicides, dont des centaines de vestes et ceintures pour explosifs, ont tous été confectionnés sous la direction du M.14 avant la guerre et cite ainsi l'exemple d'une femme enceinte qui, membre du M14, a été à l'origine de l'attentat suicide ayant causé la mort de trois Américains en avril. Il décrit aussi comment un groupe de 15 à 20 volontaires du nom de "*Groupe des Tigres*" s'est entraîné à la manipulation d'explosifs et d'armes légères pour organiser des attaques et des attentats suicides.

Le rapport de sept pages, intitulé "*Analyse Spéciale*", conclut que les 20 000 résistants de Falloujah et de Ramadi comprenant en leur sein de nombreux membres de la Garde Spéciale Républicaine, qui se sont fondus parmi la population au moment de l'offensive US, reçoivent de ces anciens officiers instructions tactiques et inspiration. Il ne prétend pas que tous les membres de la guérilla soient sous le commandement du M 14 ou que chaque Irakien qui danse sur le toit d'un Humvee s'y rattache mais il veut répondre à la simple question: comment quelques milliers de "rebelles", conduits par un petit groupe de membres du renseignement de Saddam et d'officiers expérimentés, peuvent-ils poser un défi à l'occupation américaine.

" Ils ont très soigneusement fait des plans pour occuper l'occupant. Ils étaient prêts pour s'emparer du pays afin de compliquer la mission de stabilisation et de démocratisation " dit un officier US. La résistance ne bénéficie pas d'un commandement centralisé, ce qui permet aux cellules de continuer les attaques contre les Américains et les alliés, même au cas où les commandants locaux seraient capturés ou tués.

Le rapport a été rendu public lors de la convocation devant les commissions du Sénat et de la Chambre des Représentants de P. Wolfowitz, du Général Myers et est distribué aux chefs militaires US en Irak pour les aider à mettre fin à la résistance.

Xavière Jardez

Source: International Herald Tribune, 30 avril 2004, Thom Shanker.

Afi 30

PARTIR C'EST MOURIR UN PEU

America's military coup Donald Rumsfeld has a new war on his hands - the US officer corps has turned on the government

Sidney Blumenthal

Donald Rumsfeld, the US defence secretary, told George Bush in February about torture at Abu Ghraib prison. From the limited detail Rumsfeld recalled of that meeting, it can be deduced that Bush gave no orders, insisted on no responsibility, did not ask to see the already commissioned Taguba report. If there are exculpatory facts, Rumsfeld has failed to mention them.

For decades, Rumsfeld has had a reputation as a great white shark of the bureaucratic seas: sleek, fast-moving and voracious. As counsellor to Richard Nixon during the impeachment crisis, his deputy was the young Dick Cheney, and together they helped to right the ship of state under Gerald Ford.

Here they were given a misleading gloss as moderates; competence at handling power was confused with pragmatism. Cheney became the most hardline of congressmen, and Rumsfeld informed acquaintances that he was always more conservative than they imagined. One lesson they seem to have learned from the Nixon debacle was ruthlessness. His collapse confirmed in them a belief in the imperial presidency based on executive secrecy. One gets the impression that, unlike Nixon, they would have burned the White House tapes.

Under Bush, the team of Cheney and Rumsfeld spread across the top rungs of government, drawing staff from the neoconservative cabal and infusing their rightwing temperaments with ideological imperatives. The unvarnished will to power took on a veneer

of ideas and idealism. Iraq was not a case of vengeance or power, but the cause of democracy and human rights.

The fate of the neoconservative project depends on Rumsfeld's job. If he were to go, so would his deputy, the neoconservative Robespierre, Paul Wolfowitz. Also threatened would be the cadres who stovepiped the disinformation that neoconservative darling Ahmed Chalabi used to manipulate public opinion before the war. In his Senate testimony last week, Rumsfeld explained that the government asking the press not to report Abu Ghraib "is not against our principles. It is not suppression of the news." War is peace.

Six National Guard soldiers from a West Virginia unit who treated Abu Ghraib as a playpen of pornographic torture have been designated as scapegoats. Will the show trials of these working-class antiheroes put an end to any inquiries about the chain of command? In an extraordinary editorial, the Army Times, which had not previously ventured into such controversy, declared that "the folks in the Pentagon are talking about the wrong morons ... This was not just a failure of leadership at the local command level. This was a failure that ran straight to the top. Accountability here is essential - even if that means relieving leaders from duty in a time of war."

William Odom, a retired general and former member of the National Security Council who is now at the Hudson Institute, a conservative thinktank, reflects a wide swath of opinion in the upper ranks of the military. "It was never in our interest to go into Iraq," he told me. It is a "diversion" from the war on terrorism; the rationale for the Iraq war (finding WMD) is "phoney"; the US army is overstretched and being driven "into the ground"; and the prospect of building a democracy is "zero". In Iraqi politics, he says, "legitimacy is going to be tied to expelling us. Wisdom in military affairs dictates withdrawal in this situation. We can't afford to fail, that's mindless. The issue is how we stop failing more. I am arguing a strategic decision."

The Guardian, 13 May 2004

<http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,3604,1215562,00.html>

4 - Le piège afghan

MARTEAU SANS MANCHE SUR ENCLUME TROUÉE

The al-Zawahiri fiasco

By Pepe Escobar

It featured all the trappings of a glorified video game. Thousands of Pakistani army and paramilitary troops played the hammer. Hundreds of US troops and Special Forces, plus the elite commando 121, were ready to play the anvil across the border in Afghanistan. What was supposed to be smashed in between was "high-value target" Ayman al-Zawahiri, as Pakistani President General Pervez Musharraf enthusiastically bragged - with no hard evidence - to an eager CNN last Thursday. But what happened to this gigantic piece of psy-ops? Nothing. And for a very simple reason: al-Qaeda's brain and Osama bin Laden's deputy was never there in the first place. And even if he was, as Taliban-connected sources in Peshawar told Asia Times Online, he would choose to die as a martyr rather than be captured and paraded as a US trophy.

It now appears that world public opinion fell victim to a Musharraf-inspired **web of disinformation**. In the early stages of the battle west of Wana in South Waziristan, Taliban spokesman Abdul Samad, speaking by satellite telephone from Kandahar province in Afghanistan, was quick to say that talk of al-Zawahiri being cornered was "just propaganda

by the US coalition and by the Pakistani army to weaken Taliban morale". Subsequently, Peshawar sources were quoting al-Qaeda operatives from inside Saudi Arabia as saying that both bin Laden and al-Zawahiri had left this part of the tribal areas as early as January.

On the Afghan side, General Atiquallah Ludin at the Defense Ministry in Kabul was saying that "al-Qaeda cannot escape or enter Afghan soil". But by this time the majority of the mujahideen previously based in South Waziristan had already managed to cross back to Paktika province in Afghanistan - mostly to areas around Urgan, Barmal and Gayan. This rugged, mountainous territory is quintessentially Taliban. Many local Pashtun tribals don't even know who (Afghan president) Hamid Karzai is.

It would have been almost impossible for the mujahideen to cross to Paktika after the start of operation "hammer and anvil". By last Saturday, Mohammed Gaus, district mayor of Urgan - where the Americans keep a base - was saying that "the Pakistanis seem to have closed the border". The Americans have a main base in the village of Shkin, in Paktika, less than 25 kilometers to the west of the battleground cordoned off by the Pakistani army in South Waziristan. This base accommodates not only the US Army, but contingents of the Central Intelligence Agency and Special Forces, as well as members of commando 121 itself (the "anvil" side). On the "hammer" side, the Americans supply the Pakistani army with satellite photos, intelligence collected by drones and listening stations, and have installed electronic sensors and radars along the border.

All the time the Pakistani government and army were insisting that the US did not put any pressure on them to launch operation hammer and anvil. So according to military spokesman Major General Sultan, it was "just a coincidence" that US Secretary of State Colin Powell was in Islamabad at the height of the operation, and that Pakistan was being rewarded with the status of major non-North Atlantic Treaty Organization ally.

High-value target

Musharraf swore that his commanders told him a "high-value target" was in the South Waziristan tribal area, based on American intelligence. Washington believed it, quoting Pakistani intelligence. In the end, it was local intelligence that revealed that the target may in fact be Tahir Yuldash, who took control of the Islamic Movement of Uzbekistan after its leader Juma Namangani was killed by American bombing in November 2001 in Afghanistan.

Yuldash may be the man in charge of coordinating all Central Asian al-Qaeda and/or affiliated jihadis: Uzbeks, Tajiks, Uighurs from China's Xinjiang and Chechens. He is suspected of being holed up in South Waziristan ever since he escaped the American bombing of Tora Bora in December 2001. Alongside him there is one Danyar, a Chechen commander, and of course hundreds of Pashtun tribals.

Sources in Peshawar told *Asia Times Online* that the "high value target" actually managed to escape in the early stages of the battle last week in a black, bullet-proof Toyota Land Cruiser with tinted windows from a fortress-cum-farmhouse right in the middle of the battlefield, in the village of Kolosha. These sources also confirm the Taliban claim that al-Zawahiri may have left South Waziristan as early as January and no later than early February, when word was rife all over the tribal areas about the upcoming spring offensive.

The connection in Wana of Cobra helicopters shooting missiles and a local hospital receiving a stream of civilian victims, including women and children, inevitably led the coalition of six religious parties, the Muttahida Majlis-e-Amal, which won last year's elections in the tribal areas, to furiously accuse the Musharraf government. Many people believe that the operation has been undertaken at the insistence of the US, and as such it is tearing national unity apart. Maulana Fazlur Rahman, the firebrand leader of the Jamiat Ulema Islam (JUI), said this would lead to "more terrorism in reaction to the persecution of innocent civilians". And Mufti Nizamuddin Shamzai, who directs one of the most important madrassas (religious schools) in Karachi and who is close to the Taliban, added that "it will only create more hatred in the country, and it won't solve the problem of terrorism".

The way in which Islamabad has alienated the Pashtun tribals suggests that the whole operation may end up as a complete fiasco. The Pakistanis had to arrest the wives of some mujahideen to extract some kind of intelligence. Peshawar sources tell *Asia Times Online* that average Pashtun tribals have been the main victims all along. Local trucks and minibuses have been nowhere to be seen for days. The roads are sealed. Electricity has been cut off. Families fled heavy bombing of "strategic targets" - on foot for dozens of kilometers. Villagers were hit by mortar fire. The Pakistani army used 15 Cobra helicopters, two F-17 fighters and dozens of artillery batteries. Contrary to Islamabad's version, the mujahideen were not cornered in one area - but in eight villages around the cities of Wana and Azam Warsak: Kluusha, Karzi Kot, Klotay, Gua Khua, Zera Lead, Sarahgor, Sesion Warzak and Wazagonday.

Former prime minister Benazir Bhutto, chairperson of the Pakistan People's Party, grumbled that elected tribal leaders were not consulted about an operation which had been planned for three months: "Every high value target was allowed to escape months in advance while the tribal population was used as a sacrificial lamb to satisfy the power lust of the regime." Benazir added that "even the international media were duped into believing that al-Qaeda number two Ayman al-Zawahiri was besieged, when in fact Chechen and Uzbek fighters were said to be holed in the area".

The roughly 100 "suspects" captured so far by thousands of Pakistani troops amount to an overwhelming majority of Pashtun tribesmen - with a few low-ranking Chechens and Uzbek fighters and certainly no high-value Arab jihadis thrown in the mix. Word in Peshawar is that the Pashtun fighters and jihadis had much better intelligence than the Pakistani military. Peshawar sources estimate that less than 10 jihadis were killed, as opposed to almost 70 Pakistani soldiers and paramilitary troops.

A graphic sign of failure is that Islamabad was actually forced to negotiate after a de facto ceasefire. Three-hundred to 500 mostly Pashtun tribals, along with some low-level jihadis and Taliban, do remain surrounded. Islamabad's line is that tribes protecting "foreign terrorists" have no option but to surrender them, or else die fighting. Coincidentally, General John Abizaid, head of the US Central Command, happens to be in Islamabad at the moment on a semi-secret visit.

Any remaining "high value target" in Wana may have escaped by now - in a scheme not totally dissimilar to bin Laden's spectacular escape from Tora Bora in December 2001. At that time, hundreds of Arab and Chechen mujahideen put up very strong resistance in the frontline, while the "Sheikh" escaped to the Pakistani tribal areas using, among other means, a few tunnels. So it's no surprise that the Pakistanis have now also "discovered" a two kilometer long tunnel under the houses of the most-wanted tribal, Nek Muhammad. The tunnel may be instrumental in covering the Pakistani army's backs.

An occupation army

As Islamabad has declared the tribal areas a no-go area for the foreign press - unless in short, highly-choreographed escorted tours - it's crucial to get a feeling of the terrain. There's no "border" to speak of between both Waziristan tribal agencies, North and South, and the Afghan province of Paktika. During the anti-Soviet jihad in the 1980s, Waziristan was a prime mujahideen base. Afghan jihadis married locally and became residents, along with their families. During the Afghan war in 2001, al-Qaeda jihadis also took local Pashtun wives. This means that every mujahideen - Arab, Afghan and Arab-Afghan - enjoys popular support.

As in most latitudes in the tribal areas, most people carry a tribal-made Kalashnikov and have been raised in madrassas maintained by the JUI. Musharraf may now call them terrorists, but the fact remains that every mujahideen is and will be respectfully regarded by the locals as a soldier of Islam. Moreover, al-Qaeda jihadis who settled in Waziristan have managed to seduce tribals young and old alike with an irresistible deluge of Pakistani rupees, weapons and Toyota Land Cruisers.

The Pakistani army is regarded as an occupation army. No wonder: it entered Waziristan for the first time in history, in the summer of 2002. These Pakistani soldiers are mostly Punjabi. They don't speak Pashto and don't know anything about the complex Pashtun tribal code. In light of all this, the presence of the Pakistani army in these tribal areas in the name of the "war on terror" cannot but be regarded as an American intervention. These tribes have never been subdued. They may even spell Musharraf's doom.

What disappeared from the news

Musharraf's version of "wag the dog" - call it "wag the terrorist" - may have served to divert world attention from the tragedy in Iraq to the real "war on terror". It was great public relations for Washington, as the hunt for the invisible "high value target" buried the fact that two Iraqi journalists working for the al-Arabiya network were killed by the US military; it buried Amnesty International reminding everyone that 10,000 Iraqi civilians have died because of the war; and it buried weekend protests against the war in the US and Western Europe.

Musharraf himself has a lot to answer for. Why did his government and the Pakistani army not arrest al-Qaeda jihadis after Tora Bora in December 2001, when everybody knew they were in the tribal areas? It could have been only a matter of military incompetence. But the word in Peshawar is different: then, this was part of an American-organized covert ops destined to keep the al-Qaeda leadership alive, the main reason for the "war on terror".

Today, the "war on terror" still has no credibility in these parts because it allows civilians to be terrorized - just as has happened in Wana.

As *Asia Times Online* has warned (More fuel to Pakistan's simmering fire) what Islamabad has bought with hammer and anvil is not just the resentment of a particular tribal clan, but a full-fledged tribal revolt. Without the support of tribal leaders and mullahs, there's no way that Musharraf can play George W Bush's local cop in the "war on terror" to Washington's satisfaction. Yet he risks civil war in trying to do just this.

Asia Times, Mar 24, 2004

http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/FC24Df05.html

5 - Les mystères de New York

PETITS DOUTES

Tiens, à Madrid, ceux qui auraient fourni les explosifs aux terroristes suspectés étaient des mouchards de la police...

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/3670627.stm>

On s'approche peut-être de la question: quelle taupe aznaro-americano-sioniste de la police espagnole a bien pu organiser les attentats ?

(Info signalée sur <http://911skeptics.blogspot.com> où l'on trouve de bonnes réflexions)

REMISE À NEUF

The Center for Cooperative Research that hosts the 9/11 Timeline has had a complete website overhaul. We have converted over to a new database system that allows much greater search functionality. There's also a new forum and a new look and feel.

9/11 has been in the news a lot lately, thanks to new books by Paul O'Neill, Richard Clarke, and other events. These will be covered in the next update. This update still catches up on material from 2003. It's the biggest update yet.

Introduction

This webpage is meant to be a comprehensive resource for anyone attempting to understand 9/11, the anthrax attacks, and the "war on terrorism." Once you start reading, I think it will become clear that there is much more going on than the "official story" claims. The mainstream media is the one that's failed to "connect the dots." There are an amazing amount of intriguing news stories that have squeaked into the media but not reached a wide audience, and/or have not been properly followed up or placed into context.

You might call some or all of this "conspiracy theory." The term "conspiracy theory" is bandied about to discredit ideas that run counter to what is widely believed. But sometimes the official story turns out to be a lie—look at what the Nixon Administration was claiming and the press generally reporting when the Watergate story was in its early stages, for instance. The alternative to conspiracy is "coincidence theory." At some point, when enough "dots" line up, the thought that everything is just coincidence becomes the wildest theory of all.

http://www.cooperativeresearch.org/project.jsp?project=911_project

Voir aussi:

<http://proxify.com/p/011110A/http/perso.wanadoo.fr/jpdesm/pentagon/pages-fr/deg-interne.html>

German Engineers Help the USA

What happened exactly on 9-11-2001 ?

Your government Bush is lying to you

<<http://home.debitel.net/user/andreas.bunkahle/defaulte.htm>>

Voici une intéressante analyse des images de la caméra de sécurité (réelles?) sur

<<http://membres.lycos.fr/applemacintosh2/Pentagon2.htm>>

Ça a l'air convaincant, et pourrait coller avec les dégâts de l'extérieur du bâtiment, étant donné la largeur d'aile et la faible hauteur du Global Hawk, bien que j'exprime les nuances suivantes :

- la forme biscornue du haut de l'aéronef peut n'être, au Pentagone, que celle des bâtiments en arrière-plan.

- un des morceaux dans l'air me paraît un peu gros pour être l'arrière d'un Global Hawk, surtout comparé à l'autre morceau analysé.

- curieux, sur un agrandissement du site earth-citizens.net, l'aileron paraît être celui d'un avion normal, et non aux ailerons d'un Global Hawk pourtant décelable sur une photo non agrandie du même site.

LES CANONS FUMANTS

Thinking Unthinkable Thoughts

Theologian [Ray Griffin] Charges White House Complicity in 9/11 Attack

by Nick Welsh

[...] And the other smoking guns?

The second strongest piece of evidence I would say is the crash at the Pentagon. The physical evidence contradicts so violently the official account, that the Pentagon was hit by a Boeing 757 — Flight 77, that is. The physical evidence, photographs, and eyewitness testimony say that the Pentagon was hit by something that caused a hole no larger than 18 feet in diameter. The story the Pentagon put out, and was published by the Washington Post, was that the hole in the Pentagon was five stories high and 200 feet wide. If you look at the photographs taken by Tom Horan of the Associated Press — that's just not the size of the hole.

But if the hole was only 18 feet wide, it had to have been created by something other than a Boeing. Whatever went into the Pentagon pierced six reinforced walls. This was the west wing, the part of the Pentagon being refurbished and reinforced. These walls were extra strong, and yet whatever it was went through six walls creating a hole about seven feet in diameter in the sixth wall. This had to have been something with a very powerful head on it. A Boeing 757 has a very fragile nose, and would not have pierced through all those walls; it would have been crushed by hitting the Pentagon. And given that it only penetrated these three rings, the rest of the aircraft would have been sitting outside on the yard. And yet the photographs taken just as the fire trucks got there — very shortly after the crash — show no plane whatsoever.

What do they show?

They show no aircraft whatsoever. And everyone agrees on this. The official story is that the whole aircraft went inside the Pentagon. The problem with that — the firefighters in there would have seen the airplane. They would have seen the engines, they would have seen the aluminum fuselage, but they reported nothing. Ed Plower, the fire chief, when asked what he saw, said, "I didn't see any big pieces, no fuselage, no engines, no nothing." But about a month later, when asked he said, "Oh yes, I saw all that." His memory had had time to be refreshed.

If what you're saying is accurate — that it was a missile — then what happened to the plane and all the people on it?

That's why I stress I'm not trying to give an account of what really happened. I have no idea what happened to Flight 77.

The Santa Barbara Independent

<<http://independent.com/news/news906.htm>>

ILS FONT TRÈS FORT

FAA Destroyed Sept. 11 Air-Traffic-Control Tapes

Sometime between December 2001 and February 2002, an unidentified Federal Aviation Administration quality assurance manager crushed the cassette case in his hand, cut the tape into small pieces and threw them away in multiple trash cans, the report said. <<http://www.foxnews.com/story/0,2933,119281,00.html>>

Friday, May 07, 2004, Washington: Air traffic controllers who handled two of the hijacked flights on Sept. 11, 2001, recorded their experiences shortly after the planes crashed into the World Trade Center but a supervisor destroyed the tape, government investigators said Thursday.

A report by Transportation Department Inspector General Kenneth Mead (search) said the manager for the New York-area air traffic control center asked the controllers to make the recordings a few hours after the crashes in belief they would be important for law enforcement.

Investigators never heard it. Sometime between December 2001 and February 2002, an unidentified Federal Aviation Administration (search) quality assurance manager crushed the cassette case in his hand, cut the tape into small pieces and threw them away in multiple trash cans, the report said.

"We were told that nobody ever listened to, transcribed or duplicated the tape," Mead said in the report sent to Sen. John McCain (search). The Arizona Republican asked the inspector general to look into how well the agency was cooperating with the independent panel investigating the attacks.

Neither manager told anyone outside the center including their superiors and law enforcement officials about the tape's existence, the report said. The Sept. 11 commission learned of the tape during interviews with New York air traffic control center personnel between September and October.

The destruction occurred even though the FAA sent a directive three days after the hijackings: "Retain and secure until further notice ALL Administrative/Operational data and records. ... If a question arises whether or not you should retain the data, RETAIN IT."

The quality assurance manager said he destroyed the tape because he felt it violated FAA policy calling for written statements from controllers who have handled a plane involved in an accident or other serious incident. He also said he felt the controllers were not in the right frame of mind to have consented to the taping, the report said. The manager said he waited several months to destroy the tape because he promised the local controllers' union vice president that he would get rid of it once the control center's formal accident package was complete, the report said. That package was sent to FAA headquarters in November 2001.

The report did not characterize the tape's destruction as an attempted cover-up. But it said the recording could have helped provide a fuller explanation of what happened on Sept. 11. "What those six controllers recounted in a group setting on Sept. 11, in their own voices, about what transpired that morning, are no longer available to assist any investigation or inform the public," the report said.

Mead said his office referred the case to federal prosecutors in New York, but they declined to prosecute because of lack of criminal intent. FAA spokesman Greg Martin said the quality control manager was disciplined for violating the directive to keep everything relating to the hijackings and to turn them over to investigators. He said privacy considerations prevented him from disclosing how the manager was disciplined.

Martin said the FAA believes the tape is consistent with written statements and other materials provided to investigators. It "would not have added in any significant way to the information already provided to investigators and members of the 9-11 commission," Martin said. The report said the controllers who made the tape had either talked to the hijacked planes that crashed into the World Trade Center (search) or were working radar positions that intersected with the jetliners' flight paths.

The report concluded that there was "some measure of consistency" between witness statements later taken from the controllers and what was recorded on the tape. That conclusion was based on interviews with the six controllers and all 10 witnesses to the taping, and on sketchy notes taken during the tape recording. Also retained were radar data and recordings of radio transmissions from the cockpit.

John Carr, president of the air traffic controllers' union, said he did not know whether the manager did the right thing by destroying the tape. "It was a traumatic time for him," he said. "He was the custodian for the darkest moment in our nation's history."

UN PETIT RIGOULOT

En lisant *Irak, an I, un autre regard sur un monde en guerre*, paru en mars 2004 aux éditions du Rocher, on tombe sur cet exemple de manipulation, chapitre XIX, p.295. L'auteur en est Pierre Rigoulot (déjà diffuseur de la fausse nouvelle de la pluie jaune sur le Laos et le Cambodge, une fabrication grossière de la CIA, démontée par Grant Evans dans *The Yellow Rain Makers*).

La fausseté consiste à dépeindre Thierry Meyssan en antisémite. Il aurait écrit : "Les Juifs avaient été prévenus et étaient peu nombreux dans le bâtiment" (à New York).

Or cette phrase n'existe pas à la page indiquée (*L'Effroyable imposture*, p.37), ni ailleurs. En fait, Meyssan rapporte la nouvelle de *Ha'aretz* qui mentionne les avertissements reçus par des employés de la société Odigo au World Trade Center, avant de qualifier d'"affabulateur" le journaliste d'Al Jazeera qui se fondait sur cette information pour dire que le Mossad avait prévenu les employés juifs des tours jumelles.

Rappelons que Pierre Rigoulot soutient aujourd'hui que le massacre des officiers polonais de Katyn a été effectué par les Soviétiques. Il fut un temps où il aurait été qualifié, pour avoir soutenu cette thèse désormais confirmée, d'antisémite et de nazi.

Ce genre de gros mensonges est particulièrement grave, et, sur une question si délicate, sans doute, intentionnel.

Rappelons que Pierre Rigoulot, a fait partie pendant plusieurs années du comité de rédaction des Temps Modernes, un nid d'idéologues de foire, aujourd'hui sous la houlette du plus bête de tous, Claude Lanzmann. On se demande, à lire les journaux qui rendent compte du livre de correspondances entre Simone de Beauvoir et Jacques-Laurent Bost, à l'époque où ils faisaient des galipettes ensemble, taille fine mais gros mollets, si la totalité du comité de rédaction, dont Bost a longtemps fait partie, est passée par la couche de la Beauvoir, en une sorte de rite d'intronisation. Rigoulot, qui n'est pas l'homme le plus fort du monde, est-il passé par là ? Ecrira-t-il La Mouche du coche et la couche du moche ?

6 - ROW

L'ACRIMOT

Un premier mai comme celui de l'année dernière, où le service d'ordre de la LCR nous avait envoyé des gaz lacrymaux.

J'ai encore failli me faire jeter du cortège Palestine lors de la manif du premier mai, que j'avais rejoint par hasard, étant sur un trottoir entrain de regarder passer un défilé qui ressemblait plus à un enterrement de classe qu'à une manif de revendications. J'ai traversé pour saluer quelques copains qui défilaient avec les drapeaux palestiniens.

"L'Union des juifs français pour la paix" a insisté auprès du service d'ordre de la CNT afin qu'ils me virent de la manif sous différents prétextes:

- mes textes traînent sur les sites d'extrême droite,
- je fréquente des révisionnistes et des islamistes

- j'insulte les militants respectables en signant du nom de Michel Dakar. (comme si M.D. avait besoin de quelqu'un pour écrire ses textes)

Un certain Youssef Boussoumah que Michel a traité de collabo des sionistes dans un de ses textes, m'a insulté violemment défendant l'UJFP.

Il était dans un tel état d'excitation et d'hystérie tel, que j'ai pensé un moment que son cœur allait lâcher. Il est vrai qu'entendant leurs slogans vaseux : "Palestine vaincra, le mur tombera", nous avons incité les militants à remplacer le mur par "Israël tombera" et ça

les a mis dans une rage folle, ce qui prouve bien que tous ces gens protègent l'Etat sioniste.

Ce qui les a beaucoup surpris et déstabilisé,, c'est l'attitude des copains Arabes présents dans le cortège qui ont tous fait bloc autour de moi et exigé que je reste dans la manif, que j'ai due de ce fait, suivre jusqu'au bout (ce qui n'était pas dans mes intentions car je n'aime pas particulièrement ces défilés d'arrière-garde).

Nous avons quand même prouvé à tous ces suppôts de l'Etat d'Israël qu'ils ne se débarrassent pas aussi facilement de nous, même s'ils ont arraché le drapeau irakien à une copine (le vrai, l'authentique, celui que brandit la résistance et pas celui qui ressemble comme un frère à celui d'Israël, imposé par les envahisseurs) Ils ont aussi arraché une affiche avec la photo du regretté Cheikh Yassine qui les dérangeait également ou encore, demandé que le drapeau du Hetzbollah soit enlevé.

Ils voulaient une cortège soft, aussi banal que la manif, ils ont été servis.

Paris, 2 mai 2004

Ginette Hess Skandrani

L'ESPIONNE QUI VENAIT DU CHAUD

Au-delà de l'appel que Mordechai Vanunu a lancé à M. Elbaradei de venir inspecter les centrales nucléaires de l'entité, ce que les médias refusent de répercuter de son interview impromptu et la révélation explosive qu'il a faite sur son enlèvement en Italie.

La fameuse Cindy qui l'a attiré à Rome est en fait un agent de la CIA [donc Yankee] et que dans l'équipe qui l'a enlevé en Italie il y avait aussi des Anglais et des ... Français.

Pourquoi l'Italie ne demande pas immédiatement des explications des quatre pays impliquées ? Qu'attend le gouvernement français pour ouvrir une enquête ? Et les médias à la place d'utiliser un ton "people" sur la libération de Vanunu, pourquoi ils ne font pas leur boulot et exigent de savoir qui étaient ces ressortissants et s'ils travaillaient ou non pour notre gouvernement ?

MAUVAIS COCHON

L'ancien commandant de l'Otan parle du Kosovo: "Nous avons bombardé le mauvais côté"

Le major-général canadien MacKenzie était le commandant des forces occidentales en Bosnie. Aujourd'hui à la retraite, il dénonce ce que l'Otan a fait au Kosovo et contre la Yougoslavie.

- "Génocide"? Pas 100.000 victimes, mais 2.000 ("toutes ethnies confondues").
- "Ce sont les Albanais qui ont commencé, nous les avons dépeints comme victimes"
- "Milosevic n'a fait que réagir"
- "L'Otan a livré le Kosovo à la mafia"
- "Nous avons aidé l'UCK à créer un Kosovo ethniquement pur."
- "Nous avons encouragé les terroristes du monde entier."

The National Post, 6 avril 2004. Traduit de l'anglais par Maurice Pergnier. Version complète dans le n°88 de la revue française B.I. sur son site: [b-i-infos.com](http://www.b-i-infos.com)
<<http://www.b-i-infos.com/MacKenzie.pdf>>

DANS LA SOUPE

Voulez-vous connaître le nom d'un homme qu'il faut absolument abattre ? Un "cracheur dans la soupe". Un semeur de doutes. Un déstabilisateur potentiel de l'opinion. Bref, un personnage carrément dangereux.

Eh quoi, Guy Spitaels a été premier ministre de Wallonie, président du PS belge au début des années 90, et président de l'Internationale socialiste ! Il connaît donc bien les coulisses des décisions prises au sommet, par exemple lors des deux guerres contre la Yougoslavie (91-95 et 99).

Aujourd'hui, à la retraite, voilà qu'il se permet de dire, et de prouver, que l'opinion publique a été complètement manipulée par la présentation médiatique de toute la guerre menée contre la Yougoslavie... Les faits "certifiés" ne l'étaient pas. L'Histoire et la

géographie ? Déformées. Nos "gentils" locaux ? Des criminels, nostalgiques du nazisme. Les "méchants" ? On les a provoqués, et en général calomniés.

Ces actes intolérables sont commis dans son récent livre ***L'improbable équilibre***. Quelques extraits de cette prose subversive:

"L'image circula partout de Tudjman (nouveau président de Croatie) baisant le drapeau à damier (symbole du régime croate fasciste de 41-45). Pour les Serbes de Croatie, c'était comme si on leur présentait la croix gammée." (p. 252)

"Pourquoi la responsabilité allemande (dans l'éclatement de la Yougoslavie) fut-elle passée sous silence dans les médias ?" (p. 255)

Pourquoi a-t-on caché :

"Que Milosevic insistait dans son discours de 89 sur le caractère multiethnique du Kosovo ?" (278)

"Que (c'est) "l'UCK (qui) a attaqué en 1998. (...) Sur les 387 citoyens (qu'elle a) assassinés, 196 appartenaient au groupe albanais, soit deux fois et demie plus que les Serbes. " (p. 278-279)

"Que l'aile radicale de l'UCK (soutenue par les USA) refusait toute négociation avec les Serbes ?" (p. 281)

"Que Madeleine Albright, ministre US des Affaires étrangères", (posait des conditions inacceptables) "afin, comme le pensent certains, de garantir un rejet du texte de la part des Serbes" (et de pouvoir imposer la guerre) (p. 281)

"Que les neuf dixièmes des départs (de Kosovars albanais) se sont produits pendant la guerre et que donc celle-ci ne pouvait pas être justifiée par ceux-là." (p. 284)

"Que les Américains ont construit une base militaire importante dans le sud du Kosovo, Bondsteel, à proximité de la Méditerranée, de la Mer Noire et du pétrole" ? (p. 289)

"Que la situation des droits de l'homme (dans la province gérée par l'Otan) est probablement la plus mauvaise en Europe" ? (p. 291)

"Que curieusement la Serbie est restée la plus multiethnique des entités de l'ancien espace yougoslave avec 38% de non-Serbes ? Sait-on qu'il y a plus de Musulmans en Serbie qu'en Bosnie ?" (p. 305)

"Qu'en 1992, la Yougoslavie jugeait ses citoyens responsables de crimes de guerre contre des musulmans et pendant la guerre en Bosnie plus de 50.000 musulmans cherchèrent refuge en Serbie ?" (p. 305)

"Qu'interrogé à La Haye, Mahmut Bakalli, professeur à l'Université de Pristina, reconnut que les Albanais avaient la possibilité d'obtenir une éducation dans leur propre langue au sein du système mis en place par l'Etat, mais avaient écarté cette latitude. "? (p. 324)

Qu'en définitive, "nous avons inversé les rôles d'amis et ennemis." (p. 327)

NN

@@@@**@@ Shamir en orbite:** New, updated and enlarged edition of *The Pine and the Olive*, the 'cult book' of Shamir about the Holy Land, was out this week in Moscow in Russian by Ultraculture publishers

<<http://www.ultraculture.ru/books/book.php?bookid=46>>

while his *Masters of Discourse, or Israeli-American Terrorism*, is available in Russian on <<http://www.ozon.ru/context/detail/id/1468302/>>

Et en norvégien Tittel: *Blomar frå Galilea*. Undertittel: *Essays frå kanten av avgrunnen*, ISBN: 8252161111:

I Palestina møtest tre av dei store, kulturelle kontinentalplatene. Eit møte prega av jordskjelv, hat, vald, undertrykking og motløyse. Den israelske forfattern Israel Shamir ser med friske auge på den nye verdsordenen frå denne smeltedigelen.

<<http://www.samlaget.no/infopage.jsp?type=book&id=42546>> Samir vient de faire une

tournee en Espagne pour la sortie d'un premier recueil d'articles: *La llubia verde de Yasuf*. Le site de l'AAARGH vient de mettre en ligne ce recueil et un autre qui couvre la quasi totalité des textes traduits en castillan. Voir:

<aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>

@@@@**@@ Jewish Tribal Review**, un énorme site qui examine les juifs et leur actions. Malheureusement, le site vient de fermer. Mais on peut consulter la copie disponible sur Archive.org :

<<http://web.archive.org/web/20030622125044/http://jewishtribalreview.org/>>

Ils ont mis en ligne un livre de 2000 pages intitulé "When Victims Rule: A Critique of Jewish Pre-eminence in America". Une copie de ce livre est disponible sur le site de l'AAARGH :

<<http://vho.org/aaargh/fran/livres3/wvr.pdf>>

@@@@**@@ On peut entendre de vive voix** les interventions de la conférence-croupion de Sacramento sur le site:

<<http://www.internationalrevisionistconference.com/>>

Franchement, le cirque est assez consternant et n'apporte, en tout cas, rien au révisionnisme.

@@@@**@@ L'excellent Lilienthal:** The info page has been greatly improved with all the endorsements for the book and part of the new introduction added. The first two chapters in their entirety can be read online so that people can see the actual history in the making that Dr. Lilienthal witnessed and wrote about first fifty years ago.

Here's the link:

<http://www.alfredlilienthal.com/what_price_israel.htm>

@@@@**@@ Des photos, de bonne qualité**, prise par un soldat américain en Iraq. Il n'y a pas de légendes et il n'y en a pas besoin.

<<http://home.wi.rr.com/davef/iraq.htm>>

@@@@**@@ Chers amis et camarades**, je vous informe de l'ouverture de notre site:

<<http://www.iraqresistance.net>>, vous y trouverez des informations sur la conférence du 15 mai.. Nous attendons vos suggestions, propositions et contributions. Faites le connaître autour de vous.

@@@@**@@ Un sharonien français condamné** par le Tribunal de Paris pour faux messages antisémites 6 mai.

Le trublion Axel Moïse, qui s'était publiquement flatté, ces derniers mois, d'avoir obtenu l'annulation de plusieurs spectacles de Dieudonné, en multipliant les menaces contre l'humoriste, vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de Paris, pour ... fabrication de messages antisémites adressés à lui-même !

La 17ème chambre du tribunal correctionnel de Paris l'a ainsi condamné à une amende de 750 euros, une peine légère. Mais elle a assorti son jugement d'attendus

particulièrement sévères à l'encontre de ce dangereux provocateur, et propagateur de l'antisémitisme, avons-nous appris de source judiciaire..

Axel Moïse revendique haut et fort ses responsabilités au Likoud de France, section française du parti de Sharon, ainsi qu'à la Fédération Sioniste de France, composante à part entière du CRIF, lequel n'a jamais esquissé le moindre geste pour se démarquer du personnage.

Axel Moïse a connu son "heure de gloire", en invitant publiquement ses ouailles à menacer les loueurs de salle de spectacles ayant mis Dieudonné à l'affiche. Ces menaces ont notamment été suivies de passage à l'acte à Lyon, où des voyous ont tenté de saboter le spectacle de Dieudonné aux cris de "Dieudo, Négro, les Juifs auront ta peau". L'un des assaillants, un certain Michel Bensoussan, avait jeté un engin incendiaire dans la salle, blessant une enfant de 13 ans. Moïse s'en est alors donné à cœur joie, participant à une émission de télévision, et multipliant les déclarations dans la presse.

Dans la foulée, il s'est rendu au commissariat de police, pour se plaindre des menaces et injures antisémites qu'il disait avoir reçues à son domicile. Mais les investigations policières ont assez rapidement montré que le dossier était bancal; interrogé, Moïse a vite été confondu, et a avoué qu'il était lui-même l'auteur des messages en question.

<<http://www.paixjusteauproche-orient.asso.fr/>> (quand ça marche !)

@@**@ Cher(e) correspondant(e)**

Vous êtes parmi ceux qui, à propos de mon texte sur "le sionisme" présent sur Internet depuis quelques années m'avez exprimé votre approbation, votre sympathie ou votre intérêt pour le sujet traité. Je me permets de vous faire savoir que ce texte vient d'être publié en un ouvrage "Le sionisme en Palestine/Israël, fruit amer du judaïsme" aux Editions Bénévent (B.P. 4049 - 06301, Nice Cedex 4 - tél. : 04 93 26 30 12), éditions qui ont pris, non sans courage, l'initiative de cette parution. On peut se procurer cet ouvrage, dont les droits sont destinés à une association d'aide aux enfants palestiniens,

- soit en librairie (il est référencé sur la base Dilicom),
- soit en ligne (notamment à la Fnac : <www.fnac.com>)
- soit par commande à l'éditeur.

A. Gaillard

Ce texte est consultable sur le site de l'aaargh:

<<http://aaargh-international.org/fran/livres4/sionPal.pdf>> 112 p.

@@**@ Liens avec des sites d'ultra-gauche**

<<http://www.plusloin.org/Liens/liens1.html>>

Textes d'Amedeo Bordiga, en français et en anglais:

<<http://www.geocities.com/~johngray/indx1b.htm#bordiga>>

@@**@ Sites Internet donnant le maximum d'informations**

sur les pertes de la coalition pro-américaine :

<<http://lunaville.org/warcasualties/Summary.aspx>>

<<http://www.militarycity.com/valor/honor.html>>

On voit par exemple qu'en avril ils ont eu 145 morts et 1073 blessés. Ça explique leur soudain désir de négociateur et de s'arranger avec les vieux ba'athistes... Les Américains, c'est simple, il suffit de leur taper sur la tête pour qu'ils comprennent.

@@**@ 2,8 million d'imbéciles complets** prient ensemble, tous les jours, pour le président des Etats-Unis. Pourtant, le grâce ne semble pas le toucher: il est toujours aussi moche et bête.

<<http://presidentialprayerteam.com/>>

@@**@ Du mensonge en bande organisée.** The Iraq War stands out from other political-military disasters in one striking way: there has been virtually no accountability exacted from senior administration officials for a string of costly mistakes. George W. Bush refuses to admit errors by himself or his senior aides, only by low-level military personnel.

There's been a similar **lack of accountability in the Washington press corps**, which failed to ask tough questions before the war started when lives could have been saved.

For the full-story about how Washington's political/media establishment has become **dangerously dysfunctional**, go to Consortiumnews.com at <<http://www.consortiumnews.com>>.

@@@@**@@ Xénophobes du Sud.** Un action internationale se met en place pour protester contre l'utilisation par le gouvernement australien, fidèle serviteur de ses maîtres américains, de l'île, en principe indépendante, de Nauru, dans le pacifique sud, comme colonie pénitenciaire et lieu de déportation des étrangers qui font l'erreur de chercher un asile dans l'immense Australie. Des bateaux pleins jusqu'aux sabords de protestataires devaient se rendre dans l'île, malgré les menaces réitérées par les fantoches de Nauru: <<http://www.flotilla2004.com/myindex.php>>

@@@@**@@ Vous voulez tout savoir** des ragots des maîtres du monde (juif) de New York, parfois appelée Jew York ? Comme ceci :

Passion fruit: In the new book *The Art of the Steal: Inside the Sotheby's-Christie's Auction House Scandal*, we learn some fascinating details about former Sotheby's chairman Al Taubman and his wife, Judy, a former Miss Israel. It seems she could perform a special party trick: peeling a peach using only one hand. Commented one impressed socialite: "Lord knows what else she could do with those hands."

Voyez <<http://www.jewsweek.com>> et en particulier le yada yada blog....

@@@@**@@ Propagande juive**, israélienne et sioniste à fond la caisse sous le nom bizarre de "musulmans laïques"... C'est fait avec de vieux fonds de poubelles recyclés: <<http://mmlf.webdynamit.net/spip/sommaire.php3>>

@@@@**@@ Une recherche originale** avec des illustrations rares: Le sexe et les opérations psychologiques (en temps de guerre). <<http://www.psywarrior.com/sexandprop.html>>

@@@@**@@ Ce Nicholas Berg** n'est pas clair du tour. En Iraq, il montait sur les immeubles pour bricoler les antennes de télécom, justement ce qui intéresse au plus haut point ces messieurs des services d'espionnage.

Juste avant il était en Israël et en avait encore le visa sur son passeport. Glanait-il des renseignements pour le Mossad ? Ses séjours étaient prévus pour trouver du travail, disait-il. Or il n'a jamais trouvé de travail... La vidéo qui montre sa décapitation est est plus que bizarroïde et suspecte. Il n'y a pas de jet de sang des jugulaires tranchées, ce qui donne à penser qu'il était déjà mort. Un certain Alain Coutte, qui sait compter puisqu'il gère un site porno, a montré que la vidéo est très trafiquée en comparant les heures et les minutes données par chaque séquence. D'autre part, le site (londonien) où est apparue la vidéo s'est volatilisé dans les minutes qui ont suivi sa copie par CNN et les autres majors. Tout ça pue l'intoxe.

@@@@**@@ L'occupation de l'Irak en échec.** Chiïtes et sunnites unis par le nationalisme, par Juan Cole, *Le Monde diplomatique*, mai 2004

Disponible en juin sur le site du Monde diplomatique.

Nous avons récemment recommandé les analyses de Juan Cole, comme émanant d'un universitaire américain qui, chose rare, n'avait pas l'air stupide. Aussitôt le *Monde diplomatique* le publie, ce qui nous épargne de le faire.

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml>>. If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

El Paso del Ebro

<<http://elpasodelebro.100megas.com>>

Das kausale Nexusblatt

<<http://de.geocities.com/kausalenexusblatt>>

The Revisionist Clarion

<<http://aloofhosting.com/revisionistclarion/index.htm>>

Il Resto del Siculo

<<http://ilrestodelsiculo.spaziofree.net>>

Conseils de Révision

<<http://conseilsderevision.tripod.com>>